

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER



**PROJET DE TRANSPORT URBAIN D'ABIDJAN
(PTUA)**

**ACQUISITION DE MATERIELS TECHNIQUES
POUR LA CELLULE D'EXECUTION DU PLAN
D'ACTION DE REINSTALLATION (CE-PAR) DU
PTUA**

FINANCEMENT : Contrepartie ETAT

Ligne budgétaire : 78062000763-244900

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL (DAON)

N° F 193/2024

Septembre 2024

Préface

Ce dossier type d'appel d'offres pour la passation des marchés de **fournitures et services connexes** reflète les dispositions du Code des Marchés publics de Côte d'Ivoire (ordonnance N°2019-679 du 24 juillet 2019), adopté en vue de la transposition en Côte d'Ivoire de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA du 09 décembre 2005 portant procédure de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'UEMOA et la Directive N°05/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'UEMOA en date du même jour.

Afin de simplifier la préparation des Dossiers d'Appel d'Offres pour un marché spécifique, le dossier type d'appel d'offres regroupe les articles types à ne pas modifier et qui sont inclus dans la Section I, Instructions aux candidats, et dans la Section V, Cahier des Clauses Administratives Générales. Les renseignements et articles spécifiques à chaque marché doivent être précisés dans la Section II, Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO); la Section IV, Bordereau des quantités, calendrier de livraisons, le Cahier des Clauses Techniques, plans, inspection et essais; Section VI, Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Des documents modèles sont présentés dans la Section III, Formulaire de soumission, et dans la Section VII, Formulaire de marché.

Les instructions générales ci-après doivent être respectées lors de l'utilisation du présent dossier type. Les notes de la Section VII, Formulaire de marché, doivent être conservées dans le Dossier d'Appel d'Offres final puisqu'elles sont utiles aux candidats.

- a) Les détails spécifiques, tels que le nom de l'« **Autorité contractante** »¹ et l'adresse à laquelle doivent être envoyées les offres doivent figurer dans l'Avis d'Appel d'Offres, les Données Particulières de l'Appel d'offres, et le Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- b) Les modifications éventuelles aux Instructions aux candidats et au Cahier des Clauses Administratives Générales doivent être incluses respectivement dans les Données particulières de l'Appel d'offres et dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- c) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières comprend, à titre d'exemple, des dispositions que l'autorité contractante doit rédiger pour chaque marché spécifique.
- d) Les modèles présentés dans la Section VII doivent être complétés par le Candidat ou l'Attributaire; les notes de bas de page de ces formulaires doivent être conservées dans le

¹Désigne la personne morale de droit public ou de droit privé ou l'entité visée à l'article 2 du Code des Marchés publics, signataire d'un marché public. L'Autorité contractante est en général le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage délégué.

Sommaire

PREMIÈRE PARTIE –PROCÉDURES D’APPEL D’OFFRES

Section 0. Avis d’appel d’offres

Cette Section contient des modèles d’avis d’appel d’offres, selon la méthode d’appel d’offres utilisée : AO non précédé de présélection, AO après présélection, ou AO restreint, respectivement.

Section I. Instructions aux Candidats (IC)

Cette Section fournit aux candidats les informations utiles pour préparer leurs soumissions. Elle comporte aussi des renseignements sur la soumission, l’ouverture des plis et l’évaluation des offres, et sur l’attribution des marchés. **Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO)

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent ou modifient les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions aux candidats.

Section III. Formulaires de soumission

Cette Section contient les modèles des formulaires à soumettre avec l’offre : (i) la lettre de soumission de l’offre, (ii) les bordereaux de prix, (iii) le cautionnement provisoire et (iv) l’autorisation du fabricant lorsque celle-ci est demandée par l’Autorité contractante.

Section IV. Pays éligibles

Cette Section contient les principes régissant l’éligibilité des pays pouvant participer aux appels d’offres lancés par la Côte d’Ivoire.

DEUXIÈME PARTIE – CONDITIONS DE LIVRAISON DES FOURNITURES

Section V. Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses techniques, Plans, Inspections et Essais.

Dans cette Section figurent la liste des Fournitures et le cas échéant, des Services connexes, le calendrier de livraison et d'achèvement, les Cahiers des Clauses techniques générales et particulières, les plans décrivant les Fournitures et Services connexes devant être fournis, les Plans et les Inspections et Essais relatifs à ces fournitures.

TROISIÈME PARTIE – MARCHÉ

Section VI. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)

Cette Section contient les dispositions générales applicables à tous les marchés. **La formulation des clauses de la présente Section ne doit pas être modifiée.**

Section VII. Cahier des Clauses Administratives Particulières. (CCAP)

Cette Section énonce les clauses propres à chaque marché et modifie ou complète la Section V, Cahier des Clauses Administratives Générales.

Section VIII. Formulaire du marché

Cette Section contient le modèle de **Lettre de notification d'attribution** et le modèle d'**Acte d'Engagement** qui, une fois rempli, incorpore toutes corrections ou modifications à l'offre acceptée en rapport avec les modifications permises par les Instructions aux candidats, le Cahier des Clauses Administrative Générales, et le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Les formulaires de **cautionnement définitif et de garantie de remboursement d'avance**, le cas échéant, seront remplis uniquement par le Soumissionnaire retenu après l'attribution du marché (l'Attributaire).

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Acquisition de biens

**ACQUISITION DE MATERIELS TECHNIQUES POUR LA
CELLULE D'EXECUTION DU PLAN D'ACTION DE
REINSTALLATION (CE-PAR) DU PTUA**

Emis le : xx/ xx/2024

AO N° : F.../2024

**Maître d'Ouvrage : Ministère de
l'Équipement et de l'Entretien Routier**

Pays : Côte d'Ivoire

Table des matières

PREMIÈRE PARTIE – Procédures d’appel d’offres	1
Section I. Instructions aux Candidats (IC)	10
Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO)	35
Section III. Formulaires de soumission	47
Section IV. Pays éligibles	59
DEUXIÈME PARTIE – Conditions de livraison des Fournitures	61
Section V. Bordereau des Quantités, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses Techniques, Plans, Inspections et Essais	61
TROISIÈME PARTIE –Marché	82
Section VI. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)	83
Section VII. Cahier des Clauses Administratives Particulières. (CCAP)	103
Section VIII. Formulaires du marché	108

PREMIÈRE PARTIE – Procédures d'appel d'offres

INFORMATIONS POUR INSCRIPTION AU SIGOMAP V2

Dans le cadre du processus de dématérialisation des marchés publics, les entreprises prenant part à cet appel d'offres sont invitées à se rapprocher des services de la **Direction Générale des Marchés Publics (DGMP)** pour leur inscription dans la version 2 du Système Intégré de Gestion des Opérations de Marchés Publics (SIGOMAP V2).

La liste des documents requis est la suivante :

- **Pièce d'identité du chef d'entreprise**
- **Pièce d'identité du mandataire**
- **Autorisation de l'employeur pour la création du compte** (le modèle d'autorisation de l'employeur est téléchargeable sur la page de dépôt des pièces justificatives)

En cas de soucis joindre la DGMP

Téléphone : (+225) 27 22 55 88 88

E-mail : sigomap@marchespublics.gouv.ci

FICHE D'INFORMATIONS GENERALES

(L'autorité contractante remplit cette fiche conformément aux indications en italiques)

Autorité contractante : **CELLULE DE COORDINATION DU PROJET DE TRANSPORT URBAIN D'ABIDJAN (CC-PTUA)**

1. Source de financement : *ETAT DE CÔTE D'IVOIRE*
2. Objet de l'appel d'offres : **Acquisition de matériels techniques pour la Cellule d'Exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-PAR) du PTUA.**
3. Imputation budgétaire : **78062000763-244900**
4. Type de marché : **FOURNITURES**
5. Mode de passation : *Appel d'Offres National (AON)*
6. Le présent appel d'offres est composé **d'un lot unique.**
7. Réserve de droit de la ou des lot(s) aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) locales (conformément au Plan de Passation des Marchés (PPM) validé).

Lot (s)	Désignation du lot	Part réservée aux PME locales	
		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
UNIQUE	Acquisition de matériels techniques pour la Cellule d'Exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-PAR) du PTUA.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

N.B : *l'autorité contractante est tenue de renseigner tous les champs du tableau. En cas d'appel d'offres à lots multiples, l'autorité contractante doit indiquer si le lot est réservé ou pas aux PME locales ;*

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline - Travail

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DE
L'ENTRETIEN ROUTIER



Avis d'Appel d'Offres N° F / 2024

ACQUISITION DE MATERIELS TECHNIQUES POUR LA CELLULE D'EXECUTION DU
PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (CE-PAR) DU PTUA

1. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a reçu un prêt auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour couvrir le coût du **Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA)** et entend affecter une partie du produit de ce prêt aux paiements relatifs aux marchés portant sur *l'acquisition de matériels techniques pour la Cellule d'exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-PAR) du PTUA*.
2. L'Agence de Gestion des Routes (AGERROUTE), agissant en tant que Maître d'Ouvrage Délégué au nom et pour le compte du Ministère de l'Equipelement et de l'Entretien Routier sollicite des offres de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir le *matériel technique pour la Cellule d'exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-PAR) du PTUA* en un (01) lot.

Lot unique : fourniture de Matériels technique pour la Cellule d'exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-PAR) du PTUA

Le marché sera passé sur **prix unitaires**.

Délai maximum de livraison :

Lot unique : Trente (30) jours; à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

Tout délai supérieur entraîne le **rejet de l'offre**.

3. La passation des marchés sera conduite par **Appel d'Offres Ouvert** tel que défini dans le Code des marchés publics à l'article 56 de l'Ordonnance N° 2019-679 du 24 juillet 2019 et ses textes d'application, et ouverte à tous les candidats éligibles.
4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA). *Secrétariat de Monsieur*

DIARRASSOUBA Fousseni, Coordonnateur du PTUA Adresse: **Abidjan, Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille, lot N° 2904, Îlot N° 242, Secrétariat de la Cellule de Coordination du PTUA** Boite postale : **08 BP 2604 Abidjan 08 – Côte d'Ivoire** Numéro de téléphone: **Tél.: (225) 27 22 51 01 51 – Cel: (225) 07 07 62 47 90** Adresse électronique : fodiarrassouba@ageroute.ci, inyeboua@ageroute.ci et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de **8 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 h 30 mn temps universel**.

5. Les exigences en matière de qualification sont :

Capacité financière

Le Candidat doit fournir la preuve écrite qu'il satisfait aux exigences ci-après :

Avoir un minimum de chiffre d'affaires annuel moyen de toutes activités commerciales de:

Lot unique : **Dix-huit millions (18 000 000) de FCFA**

Le chiffre d'affaires des activités commerciales sera calculé de la manière suivante aux fins d'évaluation :

Sur la base des attestations de bonne exécution des prestations de toutes natures ou procès-verbaux de réception provisoire ou définitive réalisées au cours des trois (03) dernières années (2021, 2022 et 2023 ou 2022, 2023 et 2024).

Les entreprises de **moins de trois (03) ans** devront fournir les attestations de bonne exécution au nombre d'années de leur existence.

Le chiffre d'affaire sera calculé sur leur période d'existence.

Les nouvelles entreprises de **moins de vingt-quatre (24) mois d'existence** n'ayant pas d'attestation de bonne exécution, doivent fournir une déclaration fiscale d'existence. Elles doivent également produire en contrepartie du chiffre d'affaires, de l'expérience générale et de l'expérience spécifique, une attestation de solde de moins de 30 jours à la date limite de dépôt des plis au moins égal à 25% du montant de la soumission ou une attestation de ligne de crédit bancaire par laquelle la banque s'engage à financer le marché pour un montant au moins égale à 25% du montant de la soumission. A cet effet, les éléments ci-après doivent être inscrits sans équivoque :

- Le nom de l'entreprise;
- L'objet du marché ;
- Le montant de la ligne de crédit ;

N.B : L'attestation de ligne bancaire doit avoir été émise par une banque. L'attestation de ligne de crédit bancaire ne doit pas contenir de réserves. En outre, le numéro et l'objet de l'appel d'offres doivent être indiqués.

Ligne de crédit bancaire

Pour les entreprises de vingt-quatre (24) mois d'existence ou plus, la Ligne de Crédit n'est pas exigée.

Seules les entreprises de moins de vingt-quatre (24) mois d'existence doivent produire une attestation de ligne de crédit bancaire.

NB : L'attestation de ligne de crédit bancaire par laquelle la banque s'engage à leur accorder une ligne de crédit bancaire doit porter les références de l'appel d'offres et ne doit pas contenir des réserves.

Capacité technique et expérience

Le Candidat doit prouver, documentation à l'appui qu'il satisfait aux exigences de capacité technique au cours des **trois (03) dernières années** (2021, 2022 et 2023 ou 2022, 2023 et 2024) avec une valeur minimum respectivement comme suit :

Lot unique : un (01) marché de fourniture de matériels techniques en tant que fournisseur principal, entreprise en groupement ou sous-traitant d'un montant de **Seize millions (16 000 000) ou** deux (02) marchés de fourniture de matériels techniques d'un montant total de **Seize millions (16 000 000)**.

Ce critère ne s'applique pas aux entreprises de moins de vingt-quatre (24) mois.

Pour la détermination de l'expérience générale et de l'expérience spécifique seuls sont pris en compte les Attestations de Bonne Exécution (ABE) de projets réalisés en tant qu'entrepreneur principal, en groupement ou en tant que sous-traitant par le soumissionnaire.

L'Autorité Contractante (AC) doit faire des vérifications sur les Attestations de Bonne Exécution (ABE).

La production de toutes fausses pièces justificatives entraîne le rejet systématique de l'offre et une exclusion du soumissionnaire des marchés publics selon les dispositions en vigueur.

(Voir le document d'Appel d'Offres pour les informations détaillées).

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement en ligne sur la plateforme dédiée (SIGOMAP) ou retiré en ligne contre un paiement, non remboursable, de **rente mille (30 000) francs CFA**.

Les offres devront être déposées en ligne sur l'espace virtuel (SIGOMAP) dédié à cet effet, au plus tard le 18/10/24 à 09 heures 00 minute Temps Universel délai de rigueur.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Les offres seront ouvertes en ligne sur l'espace virtuel (SIGOMAP) dédié à cet effet en présence des représentants des candidats présents le 18/10/2024 à 9 heures 30 minutes, Temps Universel **à l'adresse ci-après** :

Adresse: *Abidjan, Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille, lot N° 2904, Îlot N° 242, Secrétariat de la Cellule de Coordination du PTUA* Boite postale : **08 BP 2604 Abidjan 08 – Côte d'Ivoire** Numéro de téléphone: **Tél.: (225) 27 22 51 01 51 – Cel: (225) 07 07 62 47 90**
Adresse électronique : fodiarrassouba@ageroute.ci, inyeboua@ageroute.ci

6. L'offre doit comprendre une garantie d'offres d'un montant de :

Lot unique : Trois cent mille (300 000) Francs CFA

Cette garantie d'offre sera délivrée par une banque, une institution financière (telle une compagnie d'assurance) agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances de Côte d'Ivoire. Si un soumissionnaire produit une garantie d'offres émanant d'une banque étrangère (banque hors espace UEMOA), celle-ci doit être accompagnée d'une convention signée entre le garant et une banque établie en Côte d'Ivoire ou dans l'espace UEMOA.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant un délai de *cent vingt jours (120) jours* à compter de la date limite de dépôt des offres.

La garantie d'offres doit demeurer valide trente (30) jours après le délai de validité de l'offre soit 120 jours + 30 jours égale à 150 jours.

7. Dès la validation de la décision d'attribution du marché, l'autorité contractante la notifiera aux soumissionnaires retenus, informera les autres soumissionnaires du rejet de leurs offres et publiera en ligne sur l'espace virtuel, dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics et par voie d'affichage dans ses locaux, la décision d'attribution et tiendra à la disposition des soumissionnaires, le rapport d'analyse de la Commission d'Ouverture des Plis et de Jugement des offres (COJO), ayant guidé ladite attribution à l'adresse ci-dessus.

8. Le marché issu du présent Appel d'offres sera soumis aux formalités de timbres et d'enregistrement et de redevance de régulation (**0.5% du montant hors taxes**) aux frais des titulaires.

9. Le présent appel d'offres est soumis aux lois et règlements en vigueur en Côte d'Ivoire, notamment l'ordonnance N°2019-679 du 24 juillet 2019 portant code des marchés publics.

Section I. Instructions aux Candidats (IC)

Table des clauses

1. Objet du marché	10
2. Origine des fonds	10
3. Sanction des fautes commises dans la passation et l'exécution des marchés	10
4. Conditions à remplir pour prendre part aux marchés	12
5. Qualification des candidats	13
6. Sections du Dossier d'Appel d'Offres	14
7. Éclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres	15
8. Modifications apportées au Dossier d'Appel d'Offres	15
9. Frais de soumission	15
10. Langue de l'offre	15
11. Documents constitutifs de l'offre	16
12. Lettre de soumission de l'offre et bordereaux des prix	16
13. Variantes	17
14. Prix de l'offre et rabais	17
15. Monnaie de l'offre	18
16. Documents attestant que le candidat est admis à concourir	18
17. Documents attestant de la conformité des Fournitures et Services connexes au Dossier d'Appel d'Offres	18
18. Documents attestant des qualifications du Candidat	19
19. Période de validité des offres	19
20. Garantie d'offre	20
21. Forme et signature de l'offre	21
22. Cachetage et marquage des offres	22
23. Date et heure limite de remise des offres	23
24. Offres hors délai	23
25. Retrait, substitution et modification des offres	23
26. Ouverture des plis	24

27. Confidentialité	25
28. Éclaircissements concernant les Offres	25
29. Conformité des offres	26
30. Non-conformité, erreurs et omissions	26
31. Examen préliminaire des offres	27
32. Examen des conditions, Évaluation technique	27
33. Évaluation des Offres	28
34. Marge de préférence	28
35. Comparaison des offres	29
36. Vérification a posteriori des qualifications du candidat	30
37. Droit de l'Autorité contractante d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres	30
38. Critères d'attribution	30
39. Droit de l'Autorité contractante de modifier les quantités au moment de l'attribution du Marché	30
40. Notification de l'attribution du Marché	31
41. Information des candidats	31
42. Signature du marché	31
43. Approbation	31
44 Garantie de bonne execution	32
45 Recours	32

Section I. Instructions aux Candidats (IC)

A. Généralités

- 1. Objet du marché**
- 1.1 À l'appui de l'avis d'appel d'offres indiqué dans les Données Particulières de l'Appel d'Offres (**DPAO**), l'Autorité contractante, tel qu'indiqué dans les **DPAO**, publie le présent Dossier d'Appel d'Offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes spécifiés à la Section IV, Bordereau des quantités, calendriers de livraison, Cahier des Clauses techniques, plans, inspections et essais. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'Appel d'Offres (AO) figurent dans les **DPAO**.
- 1.2 Tout au long du présent Dossier d'Appel d'Offres :
- a) Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
 - b) Si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ;
 - c) Le terme « jour » désigne un jour calendaire ; sauf indication contraire, les délais sont exprimés en jours francs, à savoir en nombre de jours entiers, sans inclure dans le délai le jour de son point de départ, ni le dernier jour ;
 - d) Le terme « Autorité contractante » désigne également le Maître d'ouvrage, le Maître d'ouvrage délégué ou le Maître d'œuvre, le cas échéant.
 - e) Le terme « Services Connexes » désigne les services afférents à la fourniture des biens, tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale, ainsi que toute obligation analogue du Titulaire dans le cadre du marché
- 2. Origine des fonds**
- L'origine des fonds budgétisés pour le financement du marché faisant l'objet du présent appel d'offres est indiquée dans les **DPAO**.
- 3. Sanction des fautes commises dans la passation et l'exécution des marchés**
- 3.1 La République de Côte d'Ivoire exige des candidats, des soumissionnaires, des attributaires et des titulaires de ses marchés publics, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. Des sanctions peuvent être prononcées par l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics à l'égard des candidats et titulaires de marchés en cas de constatation d'infractions aux règles de passation des marchés publics commises par les intéressés. Est passible de telles sanctions le candidat, attributaire ou titulaire qui :

- a) Commet des inexactitudes délibérées. Les inexactitudes délibérées dans les attestations ou justifications contenues dans une offre entraînent l'élimination du soumissionnaire de l'appel d'offres en cours, de même que l'annulation de la décision d'attribution si celle-ci avait été déjà prise ;
- b) S'est livré à des pratiques frauduleuses. Ceci disqualifie tout candidat ayant :
 - Fait une présentation erronée des faits afin d'influer sur la passation ou l'exécution d'un marché ;
 - Procédé à des pratiques de collusion entre soumissionnaires afin d'établir les prix des offres à des niveaux artificiels et non concurrentiels et de priver l'autorité contractante des avantages d'une concurrence libre et ouverte ;
 - Fait recours à la surfacturation et/ou à la fausse facturation ;
 - Sous-traité au-delà du plafond fixé par la réglementation.
- c) S'est livré à des actes de corruption. Ceci disqualifie un candidat ou un soumissionnaire qui se livre à toute tentative pour influencer sur l'évaluation des offres ou sur les décisions d'attribution, y compris en proposant des présents, ou tout autre avantage.

3.2 Les infractions commises sont constatées par l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) qui diligente toutes enquêtes nécessaires et saisit toutes autorités compétentes. Sans préjudice de sanctions pénales encourues et d'actions en réparation du préjudice subi par l'autorité contractante les sanctions suivantes peuvent être prononcées, et, selon le cas, de façon cumulative :

- a) Confiscation des garanties constituées par le contrevenant dans le cadre des procédures de passation de marchés auxquelles il a participé ;
- b) Exclusion du droit à concourir pour l'obtention de marchés publics, pour une durée déterminée en fonction de la gravité de la faute commise. Cette sanction peut être étendue à toute entreprise qui possède la majorité du capital de l'entreprise contrevenante, ou dont l'entreprise contrevenante possède la majorité du capital, en cas de collusion prouvée.

Lorsque les infractions commises sont établies après l'attribution d'un marché, la sanction prononcée peut être assortie de l'établissement d'une régie, suivie, s'il y a lieu, de la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire sanctionné.

Le contrevenant dispose d'un recours devant les tribunaux à compétence administrative à l'encontre des décisions de l'ANRMP. Ce recours n'est pas suspensif.

4. Conditions à remplir pour prendre part aux marchés

4.1 Si le présent appel d'offres a été précédé d'une pré-sélection, tel que renseigné dans les **DPAO**, seuls les candidats qui se sont vus notifier qu'ils étaient présélectionnés sont autorisés à soumissionner ; dans le cas contraire, les candidats doivent remplir les conditions de qualification en application de la Clause 5 ci-après. Les candidats peuvent être des personnes physiques, des personnes morales ou toute combinaison entre-elles et ayant conclu un accord de groupement solidaire ou conjoint. En cas de groupement solidaire, toutes les parties membres sont solidairement responsables. En cas de groupement conjoint, chaque membre est responsable du ou des lots qui sont susceptibles de lui être attribué. Les candidats doivent fournir tout document que l'Autorité contractante peut raisonnablement exiger, établissant à la satisfaction de l'Autorité contractante qu'ils continuent d'être admis à concourir.

4.2 Ne sont pas admises à concourir les personnes physiques ou morales :

- a) Qui sont en état de faillite personnelle, de cessation d'activités, ou qui sont soumises à une procédure collective d'apurement du passif telle que le redressement judiciaire, la liquidation des biens ou toute autre procédure assimilée, sauf si elles justifient avoir été autorisées en justice à poursuivre leurs activités ;
- b) Qui auront été reconnues coupables d'infraction à la réglementation des marchés publics ou qui auront été exclues des procédures de passation des marchés par une décision de justice devenue définitive en matière pénale, fiscale, ou sociale ou par une décision de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;
- c) Qui sont sous sanction de résiliation avec faute. Pour ce qui concerne les personnes morales, l'exclusion restera valable pour toute nouvelle personne morale ayant les mêmes dirigeants sociaux ou les mêmes actionnaires majoritaires que ceux de la personne morale précédemment sanctionnée ;
- d) qui se trouvent en situation de conflit d'intérêt, notamment (i) les entreprises dans lesquelles les représentants de l'autorité contractante, de la Structure administrative chargée des marchés publics, de la cellule de passation des marchés, les membres de la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres, le Maître d'ouvrage délégué ou le maître d'œuvre possèdent des intérêts financiers ou personnels de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ; ou (ii) les entreprises affiliées aux consultants ayant contribué à préparer tout ou partie du Dossier d'Appel d'Offres .

Les dispositions ci-dessus sont également applicables aux membres de groupement et aux sous-traitants.

4.3 Un candidat ne peut se trouver en situation de conflit d'intérêt.

Tout candidat se trouvant dans une situation de conflit d'intérêt sera disqualifié. Un candidat (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du candidat) sera considéré comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

- a) Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des prescriptions techniques et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou
 - b) Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 13 des IC, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre. Un candidat qui présente plusieurs offres ou qui participe à plusieurs offres (à l'exception des variantes présentées en vertu de la Clause 13 des IC) provoquera la disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé ; ou
- 4.4 S'il est affilié à une firme ou entité que l'Autorité contractante a recruté, ou envisage de recruter, pour participer au contrôle de travaux dans le cadre du marché.

5. Qualification des candidats

- 5.1 Les candidats doivent remplir les conditions de qualification, en termes de moyens matériels, humains et financiers, ou d'expérience acquise dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, tel que renseigné dans les **DPAO**.

B. Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

6. Sections du Dossier d'Appel d'Offres

- 6.1 Le Dossier d'Appel d'Offres comprend toutes les Sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à la clause 8 des IC.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres

- Section 0. Avis d'appel d'offres
- Section I. Instructions aux Candidats (IC)
- Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)
- Section III. Formulaires de soumission

DEUXIÈME PARTIE : Conditions de livraison des fournitures

- Section IV. Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses Techniques. Plans, Inspections et Essais

TROISIÈME PARTIE : marché

- Section V. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)
- Section VI. Cahier des Clauses Administratives Particulières. (CCAP)
- Section VII. Formulaires du marché

- 6.2 Le candidat doit avoir obtenu le Dossier d'Appel d'Offres, y compris tout additif, de l'Autorité contractante ou d'un agent autorisé par elle, conformément aux dispositions de l'Avis d'appel d'offres.

- 6.3 Le Candidat doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et prescriptions techniques figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'Appel d'Offres. Toute carence à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.

- 7. Éclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres**
- 7.1 Un candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents devra contacter l'Autorité contractante par écrit, à l'adresse indiquée dans les **DPAO**. L'Autorité contractante répondra par écrit, au plus tard dix (10) jours avant la date limite de dépôt des offres, à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard dix (10) jours avant la date limite de dépôt des offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans en identifier l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d'Appel d'Offres conformément aux dispositions de la clause 6.2 des IC. Au cas où l'Autorité contractante jugerait nécessaire de modifier le Dossier d'Appel d'Offres suite aux demandes d'éclaircissements, il le fera conformément à la procédure stipulée aux clauses 8 et 23.2 des IC.
- 8. Modifications apportées au Dossier d'Appel d'Offres**
- 8.1 L'Autorité contractante peut, au plus tard dix (10) jours ouvrables avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif émis sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d'Appel d'Offres directement de l'Autorité contractante.
- 8.3 Afin de laisser aux candidats un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité contractante peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à la clause 23.2 des IC.

C. Préparation des offres

- 9. Frais de soumission**
- 9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Autorité contractante n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.
- 10. Langue de l'offre**
- 10.1 L'offre ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Candidat et l'Autorité contractante seront rédigés dans la langue française. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Candidat dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction des passages pertinents dans la langue française, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

11. Documents constitutifs de l'offre**D.B** L'offre comprendra les documents suivants :

- a) La lettre de soumission de l'offre et les bordereaux de prix applicables, remplis conformément aux dispositions des clauses 12, 14, et 15 des IC ;
- b) Le cautionnement provisoire établi conformément aux dispositions de la clause 21 des IC ;
- c) La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Candidat, conformément aux dispositions de la clause 22 des IC ;
- d) Les documents attestant, conformément aux dispositions de la clause 16 des IC, que le Candidat est admis à concourir, incluant le Formulaire de Renseignements sur le Candidat, et le cas échéant, les Formulaires de Renseignements sur les membres du groupement ;
- e) Les documents attestant, conformément aux dispositions des clauses 18 et 30 des IC, que les Fournitures et Services connexes sont conformes aux exigences du Dossier d'Appel d'Offres ;
- f) Des variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13.1 des IC ;
- g) Les documents attestant, conformément aux dispositions de la clause 19 des IC, que le Candidat possède les qualifications requises pour exécuter le marché si son offre est retenue ;
- h) Des attestations justifiant de la régularité de la situation fiscale et sociale du Candidat ; cette disposition ne s'applique qu'aux candidats ivoiriens ou ayant un établissement d'activité en Côte d'Ivoire ; et
- i) Tout autre document stipulé dans les **DPAO**.

12. Lettre de soumission de l'offre et bordereaux des prix

12.1 Le Candidat soumettra son offre en remplissant le formulaire fourni à la Section III, Formulaires de soumission. Le formulaire de soumission de l'offre doit être utilisé tel quel et toute réserve ou divergence majeure entraînera le rejet de l'offre. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.

12.2 Le Candidat fournira les bordereaux des prix pour les Fournitures et Services connexes, à l'aide des formulaires appropriés figurant à la Section III, Formulaires de soumission.

- 13. Variantes** 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas considérées.
- 14. Prix de l'offre et rabais** 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Candidat sur le formulaire de soumission et les bordereaux de prix seront conformes aux stipulations ci-après.
- 14.2 Tous les lots et articles figurant sur la liste des Fournitures et Services connexes devront être énumérés et leur prix devra figurer séparément sur les bordereaux de prix.
- 14.3 Le prix à indiquer sur la lettre de soumission de l'offre sera le prix total de l'offre, toutes taxes applicables comprises.
- 14.4 Le Candidat indiquera tout rabais et la méthode d'application dudit rabais dans la lettre de soumission de l'offre.
- 14.5 Les termes « EXW, CIF, CIP, DDP » et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de Commerce internationale à la date de l'appel d'offres.
- 14.6 Les prix seront indiqués comme requis dans chacun des bordereaux des prix fournis à la Section III, Formulaires de soumission. Les prix proposés dans les formulaires de bordereaux des prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante, sauf stipulation contraire figurant dans les DPAO :
- a) Pour les Fournitures : le prix des fournitures DDP Rendu Droits acquittés (lieu de destination convenu spécifié dans les DPAO) y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer ;
 - b) Pour les services connexes, lorsque de tels services connexes sont requis dans la Section V : Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses techniques, plans, inspections et essais : le prix de chaque élément faisant partie des Services connexes sera indiqué (taxes applicables comprises).
- 14.7 Les prix proposés par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de la clause 29 des IC. Cependant, si les **DPAO** prévoient que les prix seront révisables pendant la période d'exécution du marché, une offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais le candidat ne pourra plus bénéficier de la révision des prix.

14.8 Le montant d'un marché à prix ferme est actualisable pour tenir compte des variations de coûts entre la date limite initiale de validité des offres et la date du début de l'exécution du marché, en appliquant au montant d'origine de l'offre la formule d'actualisation stipulée par le CCAP. Toutefois, cette disposition ne peut jouer que s'il s'est écoulé plus de trois mois entre la date d'établissement du prix et celle du début de l'exécution des travaux.

14.9 La clause 1.1 peut prévoir que l'appel d'offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Dans ce cas, les prix indiqués devront correspondre à la totalité des articles de chaque lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les soumissionnaires désirant offrir un rabais en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les rabais applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots. Les rabais accordés seront proposés conformément à la clause 14.4, à la condition toutefois que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

15. Monnaie de l'offre

Les prix seront indiqués en FCFA, sauf stipulation contraire figurant dans les DPAO.

16. Documents attestant que le candidat est admis à concourir

Pour établir qu'il est admis à concourir en application des dispositions de la clause 4 des IC, le Candidat devra remplir la lettre de soumission de l'offre (Section III, Formulaire types de soumission de l'offre).

17. Documents attestant de la conformité des Fournitures et Services connexes au Dossier d'Appel d'Offres

17.1 Pour établir la conformité des Fournitures et Services connexes au Dossier d'appel d'offre, le Candidat fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux prescriptions techniques et normes spécifiées à la Section IV.

17.2 Les preuves écrites peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Fournitures et Services connexes, démontrant qu'ils correspondent aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions de la Section IV.

17.3 Si requis par les DPAO, le Candidat fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation

par l'Autorité contractante et pendant la période précisée aux **DPAO**.

17.4 Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par l'Autorité contractante ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif. Le Candidat peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de l'Autorité contractante que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux prescriptions techniques.

18. Documents attestant des qualifications du Candidat

Les documents que le Candidat fournira pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le marché si son offre est acceptée, établiront, à la satisfaction de l'Autorité contractante, que :

- a) si requis par les **DPAO**, le Candidat qui ne fabrique ou ne produit pas les Fournitures qu'il offre, soumettra une Autorisation du Fabriquand, en utilisant à cet effet le formulaire type inclus dans la Section III, pour attester du fait qu'il a été dûment autorisé par le fabriquant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières en Côte d'Ivoire ;
- b) si requis par les **DPAO**, au cas où il n'est pas présent en Côte d'Ivoire, le Candidat est ou sera (si son offre est acceptée) représenté par un agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles de l'Attributaire en matière de spécifications techniques, d'entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées.
- c) le Candidat remplit chacun des critères de qualification spécifiés à la Clause 5 des IC.

19. Période de validité des offres

19.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les DPAO après la date limite de soumission fixée par l'Autorité contractante. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'Autorité contractante.

19.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'Autorité contractante peut demander aux candidats de proroger la durée de validité de leurs offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit. La validité du cautionnement provisoire sera prolongée pour une durée correspondante. Un

candidat peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie de soumission. Un candidat qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de la clause 14.8 des IC.

20. Cautionnement provisoire

20.1 Sauf stipulation contraire dans les DPAO, le Candidat fournira un cautionnement provisoire en garantie de l'engagement que constitue son offre. Qui fera partie intégrante de son offre.

20.2 Le montant du cautionnement provisoire est spécifié aux DPAO et le cautionnement devra :

- a) Au choix du Candidat, être sous l'une des formes ci- après : (i) une caution personnelle et solidaire, ou (ii) une lettre de crédit irrévocable, ou (iii) un chèque de banque ;
- b) Provenir d'une banque, d'un établissement financier ou d'un tiers agréé à cet effet par le Ministre chargé des finances ;
- c) Dans le cas d'une caution personnelle et solidaire, être conforme au formulaire de caution figurant à la Section IV ;
- d) Être payable immédiatement, sur demande écrite formulée par l'Autorité Contractante dans le cas où les conditions énumérées à la clause 20.5 des IC sont évoquées ;
- e) Être soumise sous la forme d'un document original ; une copie ne sera pas admise ;
- f) Demeurer valide pendant trente jours (30) après l'expiration de la durée de validité de l'offre, y compris si la durée de validité de l'offre est prorogée selon les dispositions de la clause 19.2 des IC.

20.3 Si le cautionnement provisoire fourni par le Soumissionnaire est sous forme d'une garantie à première demande émise par une banque, un établissement financier ou un tiers agréé à cet effet, situé en dehors du pays du Maître de l'Ouvrage, l'institution émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays du Maître de l'Ouvrage afin d'en permettre l'exécution, le cas échéant.

20.4 Toute offre non accompagnée d'un cautionnement provisoire, selon les dispositions de la clause 20.1 des IC, sera écartée par l'Autorité contractante comme étant non conforme.

20.5 Les cautionnements provisoires des candidats non retenus leur

seront restitués le plus rapidement possible après que l’Autorité contractante aura pris la décision d’attribution du marché et au plus tard 30 jours après la date de publication de l’avis d’attribution provisoire du marché.

20.6 Le cautionnement provisoire peut être saisi :

- a) Si le soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu’il aura spécifié dans sa lettre de soumission de son offre, sous réserve des dispositions de la clause 19.2 des IC ;
- b) S’agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier :
 - i) N’accepte pas les corrections apportées à son offre pendant l’évaluation et la comparaison des offres ;
 - ii) Manque à son obligation de signer le marché en application de la clause 39 des IC ;

20.7 Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de la clause 40 des IC ;

21. Forme et signature de l’offre

21.1 Le Candidat préparera un original des documents constitutifs de l’offre tels que décrits à la clause 11 des IC, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Une offre variante, lorsque permise en application de la clause 13 des IC portera clairement la mention « VARIANTE ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l’offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi.

21.2 L’original et toutes copies de l’offre seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Candidat. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite qui sera jointe au Formulaire de renseignements sur le Candidat qui fait partie de la Section III. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Une même personne ne peut représenter plus d’un candidat pour un même marché. Toutes les pages de l’offre, à l’exception des publications non modifiées telles que le catalogue du fabricant, seront paraphées par la personne signataire de l’offre.

21.3 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire de l’offre.

D. Remise des Offres et Ouverture des plis

- 22. Cachetage et marquage des offres**
- 22.1** Les offres doivent être soumises par courrier ou déposées sur place à l'adresse indiquée dans les **DPAO**. Le Candidat placera l'original de son offre et toutes les copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de la clause 13 des IC, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL », « VARIANTE » ou « COPIE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée
- 22.2** Les offres doivent être placées dans une grande enveloppe ou enveloppe extérieure, contenant l'enveloppe de l'offre technique et celle de l'offre financière. L'enveloppe ou le contenant extérieur doit être fermé, de façon à ne pouvoir être ouvert qu'en séance.
- 22.3** Cette enveloppe ou contenant ne doit porter aucune autre indication que celle de l'appel à la concurrence auquel l'offre se rapporte, ainsi que la mention « Appel d'offres n° ... Offre à n'ouvrir qu'en séance d'ouverture ». Toutefois, si un soumissionnaire inscrit une mention autre que celle indiquée ci-dessus, cela n'entraînera pas le rejet de son offre. Ledit soumissionnaire sera responsable de toute manipulation que son offre pourrait subir.
- 22.4** L'enveloppe extérieure anonyme contient d'une part, l'enveloppe de l'offre technique, rassemblant l'ensemble des pièces précisées à la clause 11.1 (alinéas b-f) et d'autre part, l'enveloppe de l'offre financière qui contient la soumission et le (les) bordereau(x) de prix, l'acte d'engagement et tous les éléments chiffrés de l'offre. A la différence de l'enveloppe extérieure, qui est anonyme, les deux enveloppes intérieures portent le nom du candidat, ainsi que la mention « offre technique » ou « offre financière » selon le cas. Le Candidat devra placer l'original de son offre et chacune de ses copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de la clause 13 des IC, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « Original » ou « Copie », selon le cas.
- 22.5** Si des offres sont accompagnées d'échantillons, ceux-ci doivent être présentés de telle sorte que le nom des candidats ne puisse être identifié au vu du contenant.
- 22.6** Les offres ainsi conditionnées devront :
- a) Être adressées à l'Autorité contractante conformément à la clause 23.1 des IC ;

b) Comporter l'identification de l'appel d'offres indiqué à la clause 1.1 des IC, et toute autres identifications indiquées dans les **DPAO** ;

c) Comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis en application de la clause 26.1 des IC.

Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l'Autorité contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

- 23. Date et heure limite de remise des offres**
- 23.1 Les offres doivent être reçues par l'Autorité contractante à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans lesdites **DPAO**.
- 23.2 L'Autorité contractante peut, s'il le juge nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d'Appel d'Offres en application de la clause 8 des IC, auquel cas, tous les droits et obligations de l'Autorité contractante et des candidats régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.
- 23.3 Si aux date et heure limites de réception des offres, il n'a pas été reçu un minimum de trois plis, l'Autorité contractante restitue les offres éventuellement reçues aux candidats et ouvre un nouveau délai pour le dépôt des offres en conformité à la clause 8 ; ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la date de publication de l'Avis d'Appel Offres (AAO) dans le BOMP. A l'issue de ce nouveau délai, la Commission peut procéder à l'ouverture des plis que soit le nombre de plis reçus.
- 24. Offres hors délai**
- 24.1 L'Autorité contractante n'examinera aucune offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à la clause 23 des IC. Toute offre reçue par l'Autorité contractante après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Candidat sans avoir été ouverte.
- 25. Retrait, substitution et modification des offres**
- 25.1 Un candidat peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite conformément à la clause 22 des IC, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation (pouvoir) en application de la clause 21.2 des IC (sauf pour ce qui est des notifications de retrait pour lesquelles des copies ne sont pas nécessaires). La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :
- a) Délivrées en application des clauses 21 et 22 des IC (sauf pour ce

qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et

b) Reçues par l'Autorité contractante avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à la clause 23 des IC.

25.2 Les offres dont les candidats demandent le retrait en application de la clause 26.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.

25.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Candidat sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation.

26. Ouverture des plis

26.1 La Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres procédera à l'ouverture des plis en séance publique à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans les **DPAO**. Il sera demandé aux représentants des candidats présents de signer un registre attestant de leur présence.

26.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Candidat sans avoir été ouverte. Si l'enveloppe marquée « RETRAIT » ne contient pas le pouvoir confirmant que la signature est celle d'une personne autorisée à représenter le Candidat, l'offre correspondante sera ouverte. Aucun retrait d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n'est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Candidat. Aucun remplacement d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n'est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Aucune modification d'offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n'est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.

26.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom de chaque candidat annoncé à haute voix, ainsi que la

mention éventuelle d'une modification, le montant de l'offre par lot le cas échéant, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l'existence d'un cautionnement provisoire, et tout autre détail que la COJO peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. Aucune offre ne sera écartée à l'ouverture des plis, excepté les offres hors délai en application de la clause 24.1 des IC. Toutes les pages de la soumission et des Bordereaux de prix seront visées par les membres de la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres présents à la cérémonie d'ouverture.

- 26.4 Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, le rapporteur de la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, consignait les informations lues à haute voix. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les membres de la COJO.

E. Évaluation et comparaison des offres

- 27. Confidentialité**
- 27.1 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des candidats et à la recommandation d'attribution du marché ne sera donnée aux candidats ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du marché n'aura pas été rendue publique.
- 27.2 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'Autorité contractante lors de l'examen, de l'évaluation, de la comparaison des offres et de la vérification de la qualification des soumissionnaires ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 27.3 Nonobstant les dispositions de la clause 27.2, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.
- 28. Éclaircissements concernant les Offres**
- 28.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification de la qualification des soumissionnaires, le rapporteur de la COJO a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande du rapporteur de la COJO ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement du rapporteur de la COJO, et la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix ni aucun changement substantiel de l'offre ne sera demandé, offert ou autorisé, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par le rapporteur de la COJO lors de l'évaluation des offres en application de la clause 30 des

IC.

- 29. Conformité des offres**
- 29.1 L'Autorité contractante établira la conformité de l'offre sur la base de son seul contenu.
- 29.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omission substantielle. Les divergences ou omissions substantielles sont celles :
- a) Qui limiteraient de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des Fournitures et Services connexes spécifiés dans le marché ;
 - b) Qui limiteraient, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité contractante ou les obligations du Candidat au titre du marché ;
 - c) Dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes.
- 29.3 L'Autorité contractante écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et le soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission substantielle constatée.
- 30. Non-conformité, erreurs et omissions**
- 30.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Autorité contractante peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence substantielle par rapport aux conditions de l'appel d'offres.
- 30.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Autorité contractante peut demander au soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.
- 30.3 Si une offre est conforme, l'Autorité contractante rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :
- a) S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Commission (COJO), la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
 - b) Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ; et

- c) S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

30.4 Si le candidat ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et son cautionnement provisoire pourra être saisi.

31. Examen préliminaire des offres

31.1 La COJO examinera les offres pour s'assurer que tous les documents et la documentation technique demandés à la clause 11 des IC ont bien été fournis et sont tous complets.

31.2 La COJO confirmera que les documents et renseignements ci-après sont inclus dans l'offre. Au cas où l'un quelconque de ces documents ou renseignements manquerait, l'offre sera rejetée :

- a) Le formulaire de soumission de l'offre, conformément à la clause 12.1 des IC.
- b) Le bordereau des prix, conformément à la clause 12.2 des IC.
- c) Le pouvoir habilitant le signataire à engager le candidat, conformément à la clause 21.2 des IC ;
- d) Le cautionnement provisoire conformément à la clause 20 des IC ;
- e) La preuve de l'inscription au registre de commerce et du crédit mobilier
- f) L'attestation de régularité fiscale (DGI) ; et
- g) L'attestation de régularité sociale (CNPS).

Les documents indiqués en f) et g) ci-dessus concernent les soumissionnaires ivoiriens.

Les soumissionnaires étrangers devront fournir la preuve du respect de ces exigences (f ; g) par des documents équivalents provenant des autorités légales compétentes de leur pays d'origine.

32. Examen des conditions, Évaluation technique

32.1 La COJO examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le CCAG et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

32.2 La COJO évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 des IC pour confirmer que toutes les stipulations de la Section IV : Bordereau des quantités, calendrier de livraison, Cahier des Clauses techniques, Plans et Inspections et Essais du Dossier d'Appel d'Offres, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

32.3 Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, la COJO établit que l'offre n'est pas conforme

en application de la clause 29 des IC, elle écartera l'offre en question.

33. Évaluation des Offres

33.1 La COJO évaluera chacune des offres dont elle aura établi, à ce stade de l'évaluation, qu'elle était conforme.

33.2 Pour évaluer une offre, la COJO n'utilisera que les critères et méthodes définis dans la présente clause à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.

33.3 Pour évaluer une offre, la COJO prendra en compte les éléments ci-après :

a) Le mode d'évaluation, par article ou par lot, comme indiqué dans les **DPAO**, et le prix de l'offre indiqué suivant les dispositions de la clause 14 des IC ;

b) Les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la clause 30.3 des IC ;

c) Les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de la clause 14.4 des IC ;

d) Les ajustements, comme indiqué dans les **DPAO**, résultant de l'utilisation des facteurs d'évaluation, des méthodes et critères sélectionnés ;

e) Les ajustements imputables à l'application d'une marge de préférence, le cas échéant, conformément à la clause 34 des IC.

33.4 Pour évaluer le montant de l'offre, la COJO peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre indiqué en application de la clause 14 des IC, dont les caractéristiques, la performance des Fournitures et Services connexes et leurs conditions d'achat. Les facteurs retenus, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres. Les facteurs à utiliser et la méthode d'application seront comme indiqué à la clause 33.3 (d) des IC.

33.5 Si cela est prévu dans les **DPAO**, le Dossier d'Appel d'Offres autorise les candidats à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet à la COJO d'attribuer différents lots à un ou plus d'un candidat. La méthode d'évaluation pour déterminer la combinaison d'offres la moins-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans la lettre de soumission de l'offre, sera précisée dans les **DPAO**.

34. Marge de préférence

34.1 Si les **DPAO** le prévoient, la COJO accordera dans la comparaison des offres évaluées une marge de préférence aux fournitures originaires de pays membres de l'UEMOA, par rapport aux fournitures originaires de pays de droit non communautaire conformément aux procédures ci-après.

34.2 Pour l'octroi d'une marge de préférence aux fournitures d'origine de pays membres de l'UEMOA, la COJO classera l'offre dans l'un des

deux groupes ci-après :

(D) Groupe A : les offres proposant des fournitures d'origine de pays membres de l'UEMOA, si le candidat établit à la satisfaction de l'Autorité contractante : (i) que le coût de la main d'œuvre, des matières premières et des composants d'origine de pays membres de l'UEMOA, représentent plus de trente pour cent (30%) du prix hors taxes des fournitures offertes, et (ii) que l'établissement dans lequel ces fournitures seront fabriquées ou assemblées, fabrique ou assemble des fournitures identiques au moins depuis la date de la remise des offres ;

(D) Groupe B : toutes les autres offres ne respectant pas les conditions ci-dessus exposées.

Pour faciliter cette classification par la COJO, le candidat devra fournir dans son offre, toutes justifications nécessaires au classement de son offre dans le Groupe A.

34.3 La COJO examinera d'abord les offres pour vérifier dans quel groupe les candidats auront classé leur offre en préparant leurs soumissions. Il confirmera ou modifiera ce classement si besoin est.

34.4 Toutes les offres évaluées de chaque groupe seront ensuite comparées entre elles, pour déterminer quelle est l'offre évaluée la moins disante de chaque groupe. L'offre évaluée la moins disante de chaque groupe sera ensuite comparée avec l'offre évaluée la moins disante de l'autre groupe. Si, de cette comparaison, il ressort qu'une offre du Groupe A est l'offre évaluée la moins disante, le candidat qui l'a présentée se verra attribuer le marché.

34.5 Si, à la suite de la comparaison qui précède, l'offre évaluée la moins disante fait partie du Groupe B, cette offre du Groupe B sera de nouveau comparée à l'offre évaluée la moins disante du Groupe A, après qu'on ait ajouté au prix évalué des fournitures importées proposées dans l'offre la moins-disante du Groupe B, et aux seules fins de cette comparaison supplémentaire, le pourcentage de marge de préférence indiqué aux DPAO, le cas échéant.

34.6 Si l'offre du Groupe A est, dans cette comparaison supplémentaire, l'offre évaluée la moins disante, elle sera retenue. Sinon, l'offre évaluée la moins disante du Groupe B, par application des dispositions de la clause 34.5 ci-dessus sera retenue.

35. Comparaison des offres

35.1 La COJO comparera toutes les offres conformes pour l'essentiel afin de déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de

la clause 33 des IC.

- 36. Vérification a posteriori des qualifications du candidat**
- 36.1** L'Autorité contractante s'assurera que le soumissionnaire retenu ou attributaire pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, possède bien les qualifications requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante. L'Autorité contractante se réserve le droit d'accepter des déviations mineures par rapport aux exigences de qualification si elles n'affectent pas matériellement la capacité d'un candidat à exécuter le marché.
- 36.2** Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du candidat et soumises par lui en application de la clause 18 des IC.
- 36.3** L'attribution du marché au soumissionnaire retenu est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et la COJO procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le soumissionnaire retenu est capable d'exécuter le marché de façon satisfaisante.
- 37. Droit de l'Autorité contractante d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres**
- 37.1** L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des candidats.
- 37.2** L'Autorité contractante informera, par écrit, les candidats qui en font la demande écrite, des motifs qui l'ont conduit à ne pas attribuer ou notifier le marché ou à recommencer la procédure, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande.

F. Attribution du marché

- 38. Critères d'attribution**
- 38.1** La COJO attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres, à condition que le soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le marché de façon satisfaisante.
- 39. Droit de l'Autorité contractante de modifier les quantités au moment de l'attribution du Marché**
- 39.1** Au moment de l'attribution du marché, l'Autorité contractante se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité de fournitures et de services connexes initialement spécifiée à la Section IV, pour autant que ce changement n'excède pas les pourcentages indiqués dans les DPAO, et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions de l'offre et du Dossier d'Appel d'Offres.

- 40. Notification de l'attribution du Marché**
- 40.1. Après l'attribution par la commission d'ouverture des plis et de jugement des offres, l'autorité contractante notifie les attributions définitives après avis éventuel de la DMP ou du bailleur de fonds, aux attributaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant de donner date certaine à cet envoi
- 41. Information des candidats**
- 41.1. Dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'Autorité Contractante avise immédiatement les autres soumissionnaires du rejet de leurs offres et publie un avis d'attribution dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics et par voie d'affichage dans ses locaux, à l'adresse indiquée dans les DPAO. Cet avis contiendra au minimum : (i) l'identification de l'appel d'offres et de chaque lot, le cas échéant ; (ii) le nom du soumissionnaire dont l'offre a été retenue, et (iii) le montant du marché attribué.
- 41.2. L'Autorité Contractante tiendra à la disposition des soumissionnaires à l'adresse indiquée ci-dessus, le rapport d'analyse de la COJO ayant guidé l'attribution. Dans les meilleurs délais après son approbation par l'autorité compétente, le marché est notifié par l'Autorité contractante à l'attributaire du marché avant expiration du délai de validité des offres. La notification consiste en une remise au titulaire contre récépissé ou en un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de donner date certaine à cet envoi. La date de notification est celle du récépissé ou de l'avis de réception.
- D. Signature du marché**
- 42.1. L'Autorité contractante enverra au soumissionnaire retenu l'Acte d'Engagement et le projet de marché. Avant la signature du marché, l'Autorité contractante doit fournir à l'Attributaire la preuve que le financement du marché est disponible et a été réservé.
- 42.2. Dans les quatorze (14) jours suivant la réception de l'Acte d'Engagement, le soumissionnaire retenu ou l'attributaire le signera, le datera et le renverra à l'Autorité Contractante

G. Approbation du marché

- 43. Approbation**
- 43.1. Dans les meilleurs délais après son approbation par l'autorité compétente, le marché est notifié par l'Autorité contractante au titulaire du marché avant expiration du délai de validité des offres. La notification consiste en une remise au titulaire contre récépissé ou en un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de donner date certaine à cet envoi.

La date de notification est celle du récépissé ou de l'avis de réception.

43.2 Sauf dispositions contraires dans le marché, la date de notification constitue le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché. Le marché ne produit d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de la date de sa notification.

44 Cautionnement définitif

44.1 Dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification par l'Autorité Contractante de l'approbation du marché, le soumissionnaire retenu ou l'attributaire fournira un cautionnement définitif, conformément au CCAG (Cahier des Clauses Administratives Générales), en utilisant le Formulaire de cautionnement définitif figurant à la Section VII.

44.2 Le défaut de soumission par le soumissionnaire retenu, du cautionnement définitif susmentionné, ou le fait qu'il ne signe pas l'Acte d'Engagement, constituera un motif suffisant de résiliation du marché et de saisie du cautionnement provisoire, auquel cas l'Autorité Contractante pourra attribuer le marché au soumissionnaire dont l'offre est jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le marché de façon satisfaisante.

45 Recours

45.1 Tout soumissionnaire est habilité à saisir l'Autorité Contractante d'un recours gracieux par une notification écrite indiquant les références de la procédure de passation du marché et exposant les motifs de sa réclamation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée contre récépissé. Ce recours peut porter sur la décision d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché, les conditions de publication des avis, les règles relatives à la participation des candidats et aux capacités et garanties exigées, le mode de passation et la procédure de sélection retenue, la conformité des documents d'appel d'offres à la réglementation, les spécifications techniques retenues, les critères d'évaluation. Il doit invoquer une infraction caractérisée de la réglementation des marchés publics. Il doit être exercé dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du Dossier d'Appel d'Offres, respectivement.

45.2 L'Autorité Contractante est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de cinq (5) jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux.

45.3 En l'absence de suite favorable de son recours gracieux le requérant devra exercer un recours hiérarchique dans les cinq (5) jours qui suivent le délai limite de réaction à son recours gracieux. Le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours hiérarchique. Le requérant dispose alors de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de cinq (5) jour mentionné ci-dessus pour présenter un recours à l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés publics, qui rend sa décision dans les dix (10) jours ouvrables à compter de la déclaration de recevabilité de la requête.

Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)

Les données particulières qui suivent, complètent, précisent, ou amendent les clauses des Instructions aux Candidats (IC). En cas de conflit, les clauses ci-dessous prévalent sur celles des IC.

A. Introduction	
IC 1.1	Référence de l'avis d'Appel d'Offres National (AON): N°F / 2024
IC 1.1	Nom du Maître de l'Ouvrage : Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier Nom du Maître d'Ouvrage Délégué : Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), représentée par la Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (CC-PTUA)
IC 1.1	<p>Nombre et identification des lots faisant l'objet du présent appel d'offres :</p> <p style="text-align: center;">Nom de l'AON : <i>l'acquisition de matériels techniques pour la Cellule d'exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-PAR) du PTUA.</i></p> <p>Numéro d'identification de l'AON : <i>F 193/ 2024</i></p> <p><u>Lot unique</u> : fourniture de Matériels techniques pour la Cellule d'Exécution du Plan d'Actions de Réinstallation (CE-PAR) du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA) Délai maximum de livraison : Trente (30) jours.</p> <p>Tout délai supérieur entraîne le rejet de l'offre.</p> <p>Toute offre de réduction doit être incluse dans le formulaire de l'appel d'offres. Aucune réduction de prix ne sera acceptée après l'ouverture des soumissions.</p>
IC 2.1	<p>Source de financement du marché :</p> <p style="text-align: center;">- <i>Contrepartie Etat</i></p> <p style="text-align: center;">- <i>Ligne 78062000763-244900</i></p>

IC 3	Tout candidat à un appel d'offres a l'obligation de vérifier préalablement l'authenticité de toutes les pièces justificatives insérées dans son offre. Toute fausse pièce contenue dans une offre entraînera le rejet de l'offre.
IC 4.1	<p>L'appel d'offres n'a pas été précédé d'une pré-qualification.</p> <p>Les groupements sont autorisés. Les membres d'un groupement d'entreprises, d'un consortium ou d'une association (GECA) seront solidairement responsables.</p> <p>Le nombre des membres d'un groupement d'entreprises, d'un consortium ou d'une association (GECA) ne dépassera pas : deux (02)</p> <p>La part minimale d'un membre d'un groupement d'entreprises, d'un consortium ou d'une association (GECA) dans le Marché ne devrait pas être inférieure à 25% pour cent de la valeur du Marché.</p>
IC 4.2	<p>La liste des entreprises sous sanction et/ou exclues de la passation des marchés peut être consultée sur le site de la Banque Africaine de Développement (BAD) (www.afdb.org) ou le site internet de la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP) (www.dgmp.ci) ou dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics (BOMP) ou sur le site de Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) (www.anrmp.ci).</p> <p>Sont exclus du présent appel d'offres, toutes personnes physiques ou morales reconnues coupables de l'une des infractions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Blanchiment de capitaux, -Infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux, -Financement du terrorisme, -Financement de la prolifération des armes de destruction massive. <p>Sont également exclues du présent appel d'offres, toutes personnes physiques ou morales figurant sur une liste de sanction des Nations Unies ou nationale dans le cadre des sanctions financières ciblées liées au financement du terrorisme et de la Prolifération des Armes de destruction massive, conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies 1267(1999),1373(2001) et 1540(2004).</p>

IC 5.1	<p>Les conditions de qualification applicables aux candidats sont les suivantes :</p> <p><u>Capacité financière</u></p> <p>Le Candidat doit fournir la preuve écrite qu'il satisfait aux exigences ci-après :</p> <p>a) <u>Pour les entreprises de 3 ans d'existence et plus</u></p> <p>Avoir un minimum de chiffre d'affaires annuel moyen de toutes activités commerciales de:</p> <p>Lot unique : dix-huit millions (18 000 000) de FCFA ;</p> <p>Le chiffre d'affaires des activités commerciales sera calculé de la manière suivante aux fins d'évaluation :</p> <p>Les Attestations de Bonne Exécution (ABE) ou procès-verbaux de réception provisoire ou définitive des prestations de toute natures réalisées au cours des trois (03) dernières années (2021, 2022 et 2023 ou 2022, 2023 et 2024).</p> <p>Les entreprises de moins de trois (03) ans devront fournir les attestations de bonne exécution correspondant au nombre d'année de leur existence.</p> <p>b) <u>Pour les entreprises de moins de trois (03) ans d'âge et de plus de vingt-quatre mois d'existence :</u></p> <p>Le chiffre d'affaires annuel moyen des activités commerciales sera calculé en fonction du nombre d'année d'existence ; la moyenne sera faite sur la période concernée.</p> <p>c) <u>Pour les nouvelles entreprises de moins de vingt-quatre (24) mois d'existence :</u></p> <p>Les entreprises de moins de vingt-quatre (24) mois d'existence n'ayant pas d'attestation de bonne exécution doivent fournir une déclaration fiscale d'existence. Elles doivent également produire en contrepartie du chiffre d'affaires, de l'expérience générale et de l'expérience spécifique, fournir une ligne de crédit bancaire ou une attestation de solde de moins de trente (30) jours à la date limite de dépôt des plis au moins égale à vingt-cinq pour cent (25%) du montant de la soumission. A cet effet, les éléments ci-après doivent être inscrits sans équivoque :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le nom de l'entreprise;- L'objet du marché ;- Le montant de la ligne de crédit ; <p>N.B : L'attestation de ligne bancaire doit avoir été émise par une banque. L'attestation de ligne de crédit bancaire ne doit pas contenir de réserves. En outre, le numéro et l'objet de l'appel d'offres doivent être indiqués.</p>
---------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p style="text-align: center;"><u>Ligne de crédit bancaire</u></p> <p>Pour les entreprises de plus de vingt-quatre (24) mois, la Ligne de Crédit n'est pas exigée.</p> <p>Seules les entreprises de moins de vingt-quatre (24) mois d'existence doivent produire une attestation de ligne de crédit bancaire.</p> <p><u>Capacité technique et expérience</u></p> <p>Le Candidat doit préciser à travers un acte d'engagement la période de garantie du matériel qui est d'au moins douze (12) mois pour chaque matériel technique à compter de la date de réception du matériel.</p> <p>a) Expérience générale</p> <p>Avoir réaliser la livraison de fourniture de matériels informatiques ou matériels techniques ou toutes autres fournitures équivalentes en tant que fournisseur principal, entreprise en groupement ou sous-traitant.</p> <p>Pour la détermination de l'expérience générale, seules sont prises en compte les Attestations de Bonne Exécution (ABE) des cinq (05) dernières années (2019 à 2023) ou (2020 à 2024), des activités commerciales du soumissionnaire pour les projets réalisés en tant que fournisseur principal, en groupement ou en sous-traitance pour les marchés déjà exécutés.</p> <p>b) Expérience spécifique</p> <p>Avoir déjà effectué au moins un (01) marché de fourniture de matériels techniques en tant que fournisseur principal, entreprise en groupement ou sous-traitant d'un montant de seize millions (16 000 000) de Fcfa ou deux (02) marchés de fourniture de matériels techniques d'un montant total de seize millions (16 000 000) de Fcfa.</p> <p>Ce critère ne s'applique pas aux entreprises de moins de vingt-quatre (24) mois.</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>Les fournitures proposées doivent être conformes aux normes et spécifications techniques définies dans le Cahier des Clauses Techniques (CCT). Fournir à cet effet, les prospectus ou catalogues ou fiche de spécification technique comportant les spécifications techniques du matériel proposé, les images avec les textes ne sont pas acceptés et doivent provenir des fabricants, sinon rejet.</p> <p>N.B : Pour la détermination de l'expérience générale et de l'expérience spécifique, seules sont prises en compte les attestations de bonne exécution (ABE) des activités commerciales ou procès-verbaux de réception provisoire ou définitive de projets réalisés en tant qu'entrepreneur principal, en groupement ou en tant que sous-traitant par le soumissionnaire pour les marchés déjà exécutés.</p> <p>L'Autorité contractante doit faire des vérifications sur les attestations de bonne exécution. La production de toutes fausses pièces justificatives entraîne le rejet systématique de l'offre et une exclusion selon les dispositions en vigueur.</p> <p>Pour la détermination du chiffre d'affaires seule sont prise en comptes, les attestations de bonne exécution des prestations de toutes natures réalisées en tant qu'entrepreneur principal, en groupement ou en tant que sous-traitant par le soumissionnaire au cours des cinq (05) dernières années (2019 à 2023) ou (2020 à 2024).</p>
B. Dossier d'Appel d'Offres	
IC 7.1	<p>Afin d'obtenir des clarifications se rendre uniquement sur l'espace virtuel SIGOMAP dédié à cet effet.</p> <p><u>NB :</u></p> <p>Toute demande d'éclaircissements pourra être reçue par l'AC avant la date limite de dépôt des offres.</p>
IC 10.1	<ul style="list-style-type: none"> - La langue de l'offre est en : Français - Toute correspondance sera échangée : Français - La langue de traduction des documents complémentaires et imprimées fournies par le soumissionnaire sera le Français
C. Préparation des offres	

IC 11.1 (i)	<p>Le candidat devra joindre à son offre les autres documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- La garantie d'offres, éliminatoire; NB : La lettre de soumission de l'offre dûment signée portant un timbre de 1000 FCFA- L'accord de groupement, en cas de groupement : éliminatoire;- Les antécédents en matière de non-exécution de marché des groupements ;- Une copie du Registre de Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) en rapport avec l'objet de l'appel d'offres (matériels informatiques, fournitures et mobilier de bureau), éliminatoire- Le formulaire de renseignement sur les candidats;- Le formulaire de renseignement sur chaque membre du groupement d'entreprise- Une attestation bancaire datant de moins de six (6) mois, à la date limite de dépôt des offres ;- Le Bordereau des Prix Unitaires des biens et services connexes doit être signé par les candidats, éliminatoire;- Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) signé;- Les délais de livraison à compter de la notification du marché. Fournir à cet effet un acte d'engagement, sinon rejet ;- Les fournitures doivent être cotées à 100%, sinon rejet ;- La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire signée et cachetée, l'absence de la signature vaut élimination de l'offre ;- Les fournitures devront être conformes aux normes et spécifications techniques définies dans le cahier des prescriptions techniques, fournir à cet effet des prospectus ou catalogue ou fiches techniques précisant les caractéristiques sinon rejet ;- L'autorisation du fabricant ou certificat du revendeur pour l'ensemble des fournitures, sinon rejet ;- Produire un acte d'engagement pour la garantie du matériel d'au moins douze (12) mois pour chaque matériel technique. Sinon rejet ; <p>N.B : Ne sont admis à participer à la procédure de passation du marché public que les candidats qui sont à jour de la redevance de régulation. Le quitus de non redevance délivrée par l'ANRMP en est une preuve.</p>
--------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>En cas de non production du quitus de non redevance par un candidat, le marché ne peut lui être attribué que s'il est établi par l'ANRMP qu'il était à jour, à la date limite de réception des offres, de la redevance de régulation sur l'ensemble des marchés qui lui ont été attribués.</p> <p><u>NB :</u></p> <p>- Pour les entreprises nationales <i>Conformément à l'ordonnance N°2019 – 679 du 24 Juillet 2019 portant Code des Marchés publics</i> <i>Article 40.2 : « les pièces fiscale et sociale ne sont éligibles que pour les formalités d'approbation du marché »</i> <i>Pour être titulaire d'un marché public, l'attributaire doit présenter des attestations en cours de validité confirmant ses situations fiscales et sociale régulières à la date de notification de l'attribution.</i> <i>La non production des pièces fiscale et sociale, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'attribution, entraîne le retrait de marché en vue d'une réattribution</i></p> <p>- Pour les entreprises étrangères <i>Fournir une attestation de non faillite datant de moins de six (06) mois à la date limite de dépôt des offres, éliminatoire</i></p>
IC 14.5	Les variantes <i>ne sont pas</i> autorisées.
IC 14.5	Incoterm version 2020
IC 14.6 (a)	<p>Le lieu de destination est :</p> <p>La Cellule de Coordination du PTUA (CC-PTUA)</p> <p><i>Abidjan, Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille, lot N° 2904, Îlot N° 242, Secrétariat de la Cellule de Coordinantion du PTUA</i></p> <p>Boite postale : <i>08 BP 2604 Abidjan 08 – Côte d'Ivoire</i></p>
IC 14.7	Les prix proposés par le candidat <i>seront fermes et non révisables.</i>
IC 14.9	Les prix indiqués pour chaque article des différents lots devront correspondre au minimum à cent (100) pour cent des quantités spécifiées pour l'article respectif par lot, et si l'attribution tiendra compte des rabais offerts.
IC 15	Les prix seront indiqués en FCFA Hors Taxes.
IC 17.3	La période d'utilisation des fournitures est prévue de : <i>sans objet</i>
IC 18.1(a)	L'Autorisation du Fabricant ou certificat du revendeur <i>est</i> requis pour l'ensemble des fournitures. Sinon rejet

IC 18.1 (b)	Un service après-vente <i>est</i> requis.
IC 19.1	La période de validité de l'offre sera de <i>cent vingt (120) jours</i> .
IC 20.2	<p>Le montant de la garantie de soumission est :</p> <p style="text-align: center;"><i>Lot unique : Trois cent mille (300 000) Francs CFA</i></p> <p>Le soumissionnaire doit produire une garantie pour chaque lot.</p> <p>La garantie d'offre sera délivrée par une banque ou une institution Financière (telle une compagnie d'assurance) agréée par le Ministère de L'économie et des Finances de Côte d'Ivoire. Si un soumissionnaire produit une garantie d'offres émanant d'une banque étrangère (banque hors espace UEMOA), celle-ci doit être accompagnée d'une convention signée entre le garant et une banque établie en Côte d'Ivoire ou hors l'espace UEMOA.</p> <p>La période de validité est de cent cinquante (150) jours soit cent vingt (120) jours pour le délai de validité de l'offre + trente (30) jours)</p>
D. Remise des offres et ouverture des plis	
IC 23.1	<p>Aux fins de remise des offres, uniquement en ligne sur l'espace virtuel SIGOMAP dédié à cet effet au plus tard le 18/10/2024 à 09 heures Temps Universel TU, délai de rigueur.</p> <p>Les offres transmises en retard seront rejetées.</p>

<p>IC 26.1</p>	<p>L'ouverture des plis aura lieu en ligne sur l'espace virtuel SIGOMAP dédié à cet effet au plus tard le 18/10/2024 à 09h30 minutes, en présence des soumissionnaires ou leurs représentants à l'adresse suivante :</p> <p>Adresse : <i>Abidjan, Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille, lot N° 2904, Îlot N° 242, Secrétariat de la Cellule de Coordination du PTUA Boite postale : 08 BP 2604 Abidjan 08 – Côte d'Ivoire Numéro de téléphone: Tél.: (225) 27 22 51 01 51 – Cel: (225) 07 07 62 47 90 Adresse électronique : fodiarrassouba@ageroute.ci, inyeboua@ageroute.ci</i></p> <p>La Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres est composée de :</p> <table border="1" data-bbox="467 569 1442 1121"> <thead> <tr> <th data-bbox="467 569 597 625">N°</th> <th data-bbox="597 569 1114 625">STRUCTURE</th> <th data-bbox="1114 569 1442 625">QUALITE</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="467 625 597 785">1</td> <td data-bbox="597 625 1114 785">Le Responsable de la Cellule de Passation de Marché du Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier ou son Représentant</td> <td data-bbox="1114 625 1442 785">Président</td> </tr> <tr> <td data-bbox="467 785 597 877">2</td> <td data-bbox="597 785 1114 877">Le Spécialiste en Passation des Marchés du PTUA ou son représentant</td> <td data-bbox="1114 785 1442 877">Membre</td> </tr> <tr> <td data-bbox="467 877 597 934">3</td> <td data-bbox="597 877 1114 934">Le Contrôleur Financier auprès du PTUA</td> <td data-bbox="1114 877 1442 934">Membre</td> </tr> <tr> <td data-bbox="467 934 597 1029">4</td> <td data-bbox="597 934 1114 1029">Le Représentant du Ministre de l'Equipement et de l'Entretien Routier</td> <td data-bbox="1114 934 1442 1029">Membre</td> </tr> <tr> <td data-bbox="467 1029 597 1121">5</td> <td data-bbox="597 1029 1114 1121">Le Coordonnateur du PTUA ou son représentant</td> <td data-bbox="1114 1029 1442 1121">Membre</td> </tr> </tbody> </table> <p>NB : Les représentants des membres de la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (COJO) sont dûment mandatés par la structure qu'ils représentent. Le Président vérifie les mandats de représentation des membres de la COJO.</p> <p>Conformément à l'article 14.1.1 de l'Ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019 portant Code des Marchés Publics, un comité d'évaluation, composé de trois (03) membres au moins désignés par le Président de la COJO, sera chargé d'évaluer les offres.</p>	N°	STRUCTURE	QUALITE	1	Le Responsable de la Cellule de Passation de Marché du Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier ou son Représentant	Président	2	Le Spécialiste en Passation des Marchés du PTUA ou son représentant	Membre	3	Le Contrôleur Financier auprès du PTUA	Membre	4	Le Représentant du Ministre de l'Equipement et de l'Entretien Routier	Membre	5	Le Coordonnateur du PTUA ou son représentant	Membre
N°	STRUCTURE	QUALITE																	
1	Le Responsable de la Cellule de Passation de Marché du Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier ou son Représentant	Président																	
2	Le Spécialiste en Passation des Marchés du PTUA ou son représentant	Membre																	
3	Le Contrôleur Financier auprès du PTUA	Membre																	
4	Le Représentant du Ministre de l'Equipement et de l'Entretien Routier	Membre																	
5	Le Coordonnateur du PTUA ou son représentant	Membre																	
<p>IC 30.3 (a)</p>	<p>Le marché sera passé sur prix unitaires.</p> <p>Le marché étant passé sur prix unitaires, les offres doivent être cotées à 100%. Toute offre comportant des items non cotés sera considérée comme non exhaustive et fera l'objet de rejet à l'analyse des offres.</p>																		
<p>E. Évaluation et comparaison des offres</p>																			

IC 33.3 (a)	Les offres seront évaluées par lot. Si un bordereau des prix inclut un article sans en fournir le prix, le prix sera considéré comme inclus dans les prix des autres articles. Un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les candidats dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre, et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres.
IC 33.3 d)	<p>Les ajustements seront calculés en utilisant les critères d'évaluation suivants :</p> <p>a) variation par rapport au calendrier de livraison : Les Fournitures faisant l'objet du présent Appel d'Offres doivent être livrées au cours d'une période de temps acceptable (c'est à dire entre et y compris une date initiale et une date finale) spécifiée à la Section IV, Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, et Cahier des Clauses techniques. Aucun bonus ne sera alloué pour livraison anticipée ; et les offres proposant une livraison au-delà de cette période seront considérées non conformes.</p> <p>A l'intérieur de cette période de temps acceptable, un ajustement de [<i>Pas de facteur d'ajustement</i>], sera ajouté aux prix des offres prévoyant une livraison à une date comprise dans la période spécifiée au Calendrier de livraison. Cet ajustement sera effectué seulement à des fins d'évaluation.</p> <p>(b) Coût des pièces de rechange, des pièces détachées obligatoires, et du service après-vente :</p> <p>i) L'Autorité Contractante dressera une liste des composants et pièces de rechange d'emploi fréquent lors de l'évaluation de chaque offre, en même temps qu'une estimation des quantités nécessaires pour la période initiale de fonctionnement. Le coût correspondant sera déterminé à partir des prix unitaires indiqués par le candidat, et sera ajouté au prix de l'offre aux fins d'évaluation.</p>
IC 33.5	La COJO attribuera librement le marché aux Soumissionnaires dont l'offre est techniquement conforme et évaluée économiquement la plus avantageuse.
IC 34.1	<p><i>Une marge de préférence de cotraitance ou de sous-traitance de 15% sera accordé à un soumissionnaire qui envisage de sous-traiter au moins trente (30%) pour cent de la valeur globale de son marché à une Petite Moyenne Entreprise (PME) locale.</i></p> <p><i>La valeur globale à sous-traiter à une ou plusieurs PME ne doit pas excéder 40% de la valeur globale du marché.</i></p> <p><u>NB</u> : pour être prise en compte, le soumissionnaire doit :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Décrire les prestations à sous-traiter ;</i> - <i>Indiquer la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;</i> - <i>Fournir le RCCM du sous-traitant en rapport avec l'objet de l'appel d'offres</i> - <i>Fournir à la satisfaction de l'Autorité Contractante (AC) les références techniques du sous-traitant proposé ;</i> - <i>Indiquer garantie de montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement.</i> <p><i>Une marge de préférence artisanale de 05% sera accordée à un soumissionnaire artisan ou une entreprise artisanale qui a une base fixe ou un établissement stable dans l'espace UEMOA.</i></p> <p><u>NB</u>: <i>le soumissionnaire doit donner la preuve qu'il est artisan pour bénéficier de cette marge de préférence.</i></p>
F. Attribution du marché	
IC 39.1	<p>La COJO attribuera librement le lot au soumissionnaire ayant présenté l'offre exhaustive, évaluée conforme et économiquement la plus avantageuse dans la limite des seuils des offres anormalement basses et élevées :</p> <p><u>Méthode d'évaluation des seuils des offres financières (anormalement basses ou élevées)</u></p> <p>Une offre est dite anormalement basse lorsqu'elle est en dessous de 80% de la moyenne des offres exhaustives évaluées conformes. Les offres anormalement basses sont s rejetées suite à une décision motivée de l'AC après avoir demandé par écrit à l'entreprise les précisions qu'elle juge opportunes et vérifié les justifications fournies dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la réception de la demande ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une offre est dite anormalement élevée lorsqu'elle est au-dessus de 110% de la moyenne des offres exhaustives évaluées conformes. Les offres anormalement élevées sont rejetées après vérification de la réalité de l'estimation. <p>Les quantités peuvent être augmentées d'un pourcentage maximum égal à : <i>cinquante (50) pour cent</i></p> <p>Les quantités peuvent être réduites d'un pourcentage maximum égal à : <i>vingt-cinq (25) pour cent</i></p>

IC 44	Une garantie de bonne exécution est exigée dès la notification d'approbation du marché au titulaire par l'autorité contractante. Le taux exigé est de cinq (5%) pour cent du montant initial du marché
--------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Section III. Formulaires de soumission

Liste des formulaires

Formulaire de renseignements sur le candidat	48
Formulaire de renseignements sur les membres de groupement	49
Lettre de soumission de l'offre (une soumission par lot)	50
Bordereaux des prix	53
Bordereau des prix pour les fournitures	62
Bordereau des prix Unitaires	53
Modèle de garantie d'offre	56
(garantie de soumission)	56
Modèle d'autorisation du Fabricant	58

Formulaire de renseignements sur le candidat

[Le candidat remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]

Date : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AAO numéro : *[insérer le nom de l'Avis d'Appel d'Offres]*

1. Nom du candidat : <i>[insérer le nom légal du candidat]</i>	
2. En cas de groupement, noms de tous les membres : <i>[insérer le nom légal de chaque membre du groupement]</i>	
3.a) Pays où le Candidat est, ou sera légalement enregistré : <i>[insérer le nom du pays d'enregistrement]</i>	3.b) Numéro d'Identification nationale des Entreprises pour les candidats ivoiriens : <i>[insérer le numéro du registre de commerce]</i>
4. Année d'enregistrement du candidat : <i>[insérer l'année d'enregistrement]</i>	
5. Adresse officielle du candidat dans le pays d'enregistrement : <i>[insérer l'adresse légale du Candidat dans le pays d'enregistrement]</i>	
6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du candidat : Nom : <i>[insérer le nom du représentant du candidat]</i> Adresse : <i>[insérer l'adresse du représentant du candidat]</i> Téléphone/Fac-similé : <i>[insérer le numéro de téléphone/fac-similé du représentant du candidat]</i> Fonction : <i>[insérer à fonction au sein de l'Enterprise ou en rapport avec elle]</i> Adresse électronique : <i>[insérer l'adresse électronique du représentant du candidat]</i>	
7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après : <i>[cocher la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]</i>	
<input type="checkbox"/> Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la firme nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec les clauses 4.1 et 4.2 des IC	
<input type="checkbox"/> En cas de groupement, accord de groupement, en conformité avec la clause 4.1 des IC.	

Formulaire de renseignements sur les membres de groupement

[Le candidat remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]

Date : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AAO numéro : *[insérer le nom de l'Avis d'Appel d'Offres]*

1. Nom du candidat : <i>[insérer le nom légal du candidat]</i>	
2. Nom du membre du groupement : <i>[insérer le nom légal du membre du groupement]</i>	
3.a) Pays où le membre du groupement est, ou sera légalement enregistré : <i>[insérer le nom du pays d'enregistrement du membre du groupement]</i>	3.b) Numéro d'Identification nationale des Entreprises pour les candidats ivoiriens : <i>[insérer le numéro]</i>
4. Année d'enregistrement du membre du groupement : <i>[insérer l'année d'enregistrement du membre du groupement]</i>	
5. Adresse officielle du membre du groupement dans le pays d'enregistrement : <i>[insérer l'adresse légale du membre du groupement dans le pays d'enregistrement]</i>	
6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du membre du groupement (mandataire) : Nom : <i>[insérer le nom du représentant du membre du groupement]</i> Adresse : <i>[insérer l'adresse du représentant du membre du groupement]</i> Téléphone/Fac-similé : <i>[insérer le numéro de téléphone/fac-similé du représentant du membre du groupement]</i> Adresse électronique : <i>[insérer l'adresse électronique du représentant du membre du groupement]</i>	
7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après : <i>[cocher la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]</i>	
<input type="checkbox"/> Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la firme nommée en 2 ci-dessus, en conformité avec les clauses 4.1 et 4.2 des IC	

Lettre de soumission de l'offre

[Le candidat remplit la lettre ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le format de la lettre ne doit pas être modifié. Toute réserve ou déviation majeure, par rapport à ce format, pourra entraîner le rejet de l'offre]

Date : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AAO numéro : *[insérer l'identification de l'Appel d'Offres]*

Variante numéro : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

À : *[insérer le nom complet de l'Autorité contractante]*

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'Appel d'Offres, y compris l'additif/ les additifs numéro : *[insérer les numéros et date d'émission de chacun des additifs]*; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à fournir conformément au Dossier d'Appel d'Offres et au calendrier de livraison spécifié dans le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et Cahier des Clauses Techniques, les Fournitures et Services connexes ci-après : *[insérer une brève description des Fournitures et Services connexes]*;
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à la clause (d) ci-après est de : *[insérer le prix total de l'offre en lettres et en chiffres, en indiquant les monnaies et montants correspondants à ces monnaies]*, toutes taxes applicables comprises;
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

[Indiquer en détail les rabais offerts, le cas échéant, et le (ou les) article(s) du (ou des) bordereau(x) des prix au(x)quel(s) ils s'appliquent]

[Indiquer aussi en détail la méthode qui sera utilisée pour appliquer les rabais offerts, le cas échéant]
- e) Notre offre demeurera valide pendant la période requise à la clause 19.1 des Instructions aux Candidats à compter de la date limite fixée pour la remise des offres à la clause 23.1 des Instructions aux Candidats ; cette offre continuera de nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à fournir un cautionnement définitif du marché conformément à la Clause 42 des Instructions aux Candidats et à la clause 17 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG);

- g) Notre candidature, ainsi que tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une quelconque partie du marché, ne tombent pas sous les conditions d'exclusion de la clause 4.2 des Instructions aux Candidats.
- h) Nous ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt définie à la clause 4.3 des Instructions aux Candidats.
- i) Nous nous engageons à ne pas octroyer ou promettre d'octroyer à toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la procédure de passation du marché un avantage indu, pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, en vue d'obtenir le marché.
- j) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché formel soit établi et signé.
- k) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenu d'accepter l'offre évaluée la moins-disante, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre]*
En tant que *[indiquer la qualité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Ayant pouvoir à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du Candidat]*

En date du _____ jour de *[Insérer la date de signature]*

ATTESTATION DE LIGNE DE CREDIT BANCAIRE

Nous soussignée, (*indiqué le nom et le statut de la Banque*), au capital social de (*indiqué le capital en chiffre et en lettre*) FCFA, dont le siège est à (*indiquer le siège social de la Banque et l'adresse correspondante*), immatriculé au registre de commerce et du crédit mobilier sous le numéro (*indiquer le numéro d'immatriculation au RCCM*), représentée par Monsieur / Madame (*indiquer le nom et prénoms et la fonction du représentant de la Banque*), attestons par la présente que la société (*indiquer le nom et l'adresse de l'entreprise*), est titulaire du compte numéro (*indiquer le numéro de compte de l'entreprise*) ouvert dans nos livres.

(*Indiquer le nom de l'entreprise*) dispose d'une ligne de crédit bancaire à hauteur de (*indiquer le montant en chiffre et en lettre de la ligne de crédit*) F CFA, pour financer le marché objet de l'appel d'offres N° (*indiquer le numéro et l'objet de l'appel d'offres*).

En foi de quoi, nous lui délivrons la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Abidjan le, (*date en toutes lettres*)
Signature du représentant de la banque
Cachet de la banque

NB : l'attestation de disponibilité de ligne de crédit bancaire doit être rédigée sur papier entête de la banque pour être valable. Les signatures et cachet ne doivent pas être détachés du texte

Bordereaux des prix

[Le Candidat doit remplir tous les espaces en blanc dans les formulaires de Bordereau des prix selon les instructions figurant ci-après. La liste des articles dans la colonne 1 du Bordereau des prix doit être identique à la liste des Fournitures et Services connexes fournie par l'Autorité contractante dans la Section IV.]

Bordereau des prix Unitaires

LOT UNIQUE : Acquisition de matériels techniques pour la Cellule d'Exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-PAR) du PTUA

Numéros d'ordre	Désignations	Unités	Prix unitaires HTVA en chiffre en F. CFA	Prix unitaires HTVA en lettres en F. CFA
1	<i>Drone Marvic 3 pro ou equivalent y compris un (01) logiciel Adobe Master collection</i>	U		
2	<i>Appareil photo canon R8 et objectif ou équivalent</i>	U		
3	<i>Caméra numérique y compris trois (03) cartes mémoire de 256 giga</i>	U		
4	<i>Sonorisation mobile</i>	U		
5	<i>Micro-cravate professionnel</i>	U		
6	<i>Mégaphones (HQ)</i>	U		

7	<i>Objectifs pour monture appareil photo vidéo</i>	U		
8	<i>Stabilisateur appareil vidéo/ photo y compris quatre (04)Port USB</i>	U		
9	<i>Stabilisateur pour smartphone</i>	U		
10	<i>GPS</i>	U		

Nom du candidat *[insérer le nom du Candidat]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*
Date *[insérer la date de l'offre]*.

DEVIS QUANTITATIF DES FOURNITURES

Devis quantitatif : LOT UNIQUE

LOT UNIQUE : Acquisition de matériels techniques pour la Cellule d'Exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-PAR) du PTUA

Numéro	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant
1	<i>Drone Marvic 3 pro ou équivalent y compris un (01) logiciel Adobe Master collection</i>	U	01		
2	<i>Appareil photo canon R8 et objectif ou équivalent</i>	U	01		
3	<i>Caméra numérique y compris trois (03) cartes mémoire de 256 giga</i>	U	01		
4	<i>Sonorisation mobile</i>	U	04		
5	<i>Micro-cravate professionnel</i>	U	02		
6	<i>Mégaphones (HQ)</i>	U	04		
7	<i>Objectifs pour monture appareil photo vidéo</i>	U	01		
8	<i>Stabilisateur appareil vidéo/ photo y compris quatre (04) Port USB</i>	U	01		
9	<i>Stabilisateur pour smartphone</i>	U	01		
10	<i>GPS</i>	U	03		
Montant Hors taxes					-

Arrêté le présent devis à la somme de.....FCFA HT

Fait à Abidjan le.....

Le Soumissionnaire

Modèle de garantie d'offre (garantie de soumission)

[La banque ou compagnie de garantie remplit ce modèle de garantie d'offre conformément aux indications entre crochets]

[Insérer le nom de la banque ou compagnie de garantie, et l'adresse de l'agence émettrice]

Bénéficiaire : [insérer nom et adresse de l'Autorité contractante]

Date : [insérer date]

Garantie d'offre numéro : *[insérer le numéro de garantie]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom du candidat]* (ci-après dénommé « le candidat ») a répondu à votre appel d'offres numéro *[insérer le numéro de l'avis d'appel d'offres]* pour la fourniture de *[insérer description des fournitures]* et vous a soumis son offre en date du *[insérer date du dépôt de l'offre]* (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, l'Offre doit être accompagnée d'une *garantie d'offre*.

A la demande du candidat, nous *[insérer nom de la banque ou compagnie de garantie]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement à nous porter caution et à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer le montant en chiffres et en lettres]*.

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le candidat n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre ou a fait l'objet de sanction pour faute commise dans le cadre de la procédure de passation du marché conformément aux articles 186 et 187 du Code des Marchés publics, à savoir :

- a) S'il n'accepte pas les modifications de son offre suite à la correction des erreurs de calcul; ou
- b) S'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre; ou
- c) Si, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'Autorité Contractante pendant la période de validité telle qu'indiquée dans la lettre de soumission de l'offre ou prorogée par l'Autorité contractante avant l'expiration de cette période, il :
 - 1. Ne signe pas le marché ; ou

2. Ne fournit pas la garantie de bonne exécution du marché, s'il est tenu de le faire ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux Candidats ; ou

- d) S'il a fait l'objet d'une sanction des autorités compétentes ou de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés publics ou d'une juridiction compétente, conduisant à la saisie des garanties qu'il a constituées dans le cadre de la passation du marché, conformément aux articles 186 et 187 du Code des marchés publics.

La présente garantie expire (a) si le marché est octroyé au candidat, lorsque nous recevons une copie du marché signé et émis en votre nom, selon les instructions au candidat ; ou (b) si le marché n'est pas octroyé au candidat, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevons copie de votre notification au candidat du nom du candidat retenu, ou (ii) trente (30) jours après la désignation de l'attributaire.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie de soumission est établie conformément à l'Acte Uniforme OHADA portant organisation des sûretés du 17 avril 1997 (JO OHADA n° 03 du 1^{er} octobre 2007) dont les articles 29 et 30 sont respectivement relatifs aux règles de formation de la lettre de garantie (encore appelée garantie à première demande) et à ses mentions obligatoires.

Nom : *[nom complet de la personne signataire]* Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

LA CAUTION

LE CREANCIER

Modèle d'autorisation du Fabricant

[Le candidat exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le candidat inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les DPAO]

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AAO numéro : *[insérer le nom de l'avis d'Appel d'Offres]*

Variante numéro : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A : *[insérer nom complet de l'Autorité contractante]*

ATTENDU QUE :

[Insérer le nom complet du Fabricant] sommes fabricant réputé de *[indiquer les fournitures produites]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du candidat]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres numéro *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 27 du Cahier des Clauses Administratives Générales des fournitures fabriquées par nous et offertes par l'entreprise ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'autorisation]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'habilitation pour et au nom de *[insérer le nom complet du Fabricant]*

En date du _____ jour de _____ *[Insérer la date de signature]*

Section IV. Pays éligibles

Éligibilité en matière de passation des marchés de fournitures, travaux et services.

Les pays éligibles sont les pays membres de la Banque Africaine de Développement (BAD)

DEUXIÈME PARTIE – Conditions de livraison des Fournitures

Table des matières

1. Liste des Fournitures et Calendrier de livraison	64
4. Plans : Sans objet	80
5. Inspections et Essais	81

Notes pour la préparation de cette Section V

L'Autorité Contractante doit préparer et inclure cette Section V dans le document d'Appel d'offres. Cette Section comprend au minimum une description des biens et services à fournir et le calendrier de livraison.

L'objectif de cette Section V est de fournir aux candidats des informations suffisantes pour leur permettre de préparer leurs offres de manière efficace et précise, notamment les Bordereaux des Prix, pour la préparation desquels la Section III fournit des formulaires types. Par ailleurs, cette Section V, utilisée avec les Bordereaux des Prix (Section III), devrait permettre d'ajuster les prix en cas de variations des quantités au moment de l'attribution du marché conformément à la Clause 39 des Instructions aux Candidats (IC).

La date ou la période de livraison des Fournitures doit être spécifiée soigneusement, en prenant en compte : (a) les implications que peuvent avoir les termes utilisés pour définir la livraison, lesdits termes étant précisés dans les IC et définis dans les termes du commerce international (Incoterms), et (b) la date prescrite, qui est celle à partir de laquelle commencent les obligations de l'Autorité contractante (par exemple, notification de l'attribution du contrat, signature du contrat, ouverture ou confirmation de la lettre de crédit).

1. Liste des Fournitures et Calendrier de livraison

LOT UNIQUE : Matériels techniques pour la Cellule d’Exécution du Plan d’Action de Réinstallation CE-PAR)

Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d’unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
1	<i>Drone Marvic 3 pro ou équivalent y compris un (01) logiciel Adobe Master collection</i>	<i>01</i>	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d’Abidjan(CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d’Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08	<i>Dès la notification de l’ordre de service de démarrer</i>	<i>Trente (30) jours après notification de l’ordre de service de démarrer</i>	

Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
2	<i>Appareil photo canon R8 et objectif ou équivalent</i>	01	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan(CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08			

Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
3	<i>Caméra numérique y compris trois (03) cartes mémoire de 256 giga</i>	01	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan(CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08			

Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
4	<i>Sonorisation mobile</i>	04	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan(CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08			

Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
5	<i>Micro-cravate professionnel</i>	02	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan(CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08			

Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
6	Mégaphones (HQ)	04	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan(CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08			

Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
7	<i>Objectifs pour monture appareil photo vidéo</i>	01	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08			


Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
8	<i>Stabilisateur appareil vidéo/ photo y compris quatre (04) Port USB</i>	01	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08			

Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
9	<i>Stabilisateur pour smartphone</i>	01	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan(CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08			

Article numéro	Description des Fournitures	Quantité (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le candidat [à indiquer par le Candidat]
10	GPS	03	U	Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan(CC- PTUA) Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08			

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

LOT UNIQUE : Matériels techniques pour la Cellule d'Exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-PAR)

Numéros d'ordre	Désignations	Unités	Spécifications Techniques	SPECIFICATIONS TECHNIQUES PROPOSEES (A RENSEIGNER PAR LE CANDIDAT)
1	<i>Drone Marvic 3 pro ou équivalent y compris logiciel Adobe Master collection</i>	U	<p style="text-align: center;">- <i>Système à 03 caméras (une caméra Hasselblad et deux télécaméras)</i></p> <div style="text-align: center;">  </div> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Caméra Hasselblad : CMOS 4/3, 20 MP, FOV 84°, ouverture f/2.8 à f/11</i> • <i>Télécaméra moyenne : CMOS 1/1.3", 48 MP, FOV 35°, ouverture f/2.8</i> • <i>Télécaméra : CMOS 1/2", 12 MP, FOV 15°, ouverture f/3.4</i> • <i>Définition vidéo maximale : 5,1K : 5 120 x 2 700 à 24/25/30/48/50 ips / DCI 4K : 4 096 x 2 160 à 24/25/30/48/50/60/120ips / 4K : 3 840 x 2 160 à 24/25/30/48/50/60/120ips</i> • <i>Gamme ISO : Vidéo : 100 à 6400 / Photo : 100 à 6400</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Formats de vidéo : MP4/MOV (MPEG-4 AVC/H.264, HEVC/H.265/Apple ProRes)</i> • <i>Formats de photo : JPEG/DNG (RAW)</i> • <i>Qualité de l'aperçu en direct : 1080p à 30 ips/1080p à 60 ips</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Latence : 130 ms</i> • <i>Stabilisation 3 axes (inclinaison, roulis, pano)</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Système d'évitement d'obstacles</i> • <i>Amplitude mécanique de la nacelle : Inclinaison : de -140° à 50° / Roulis : de -50° à 50° / Pano : de -23° à 23°</i> • <i>Plage réglable : Inclinaison : -90 à 35° / Panoramique : -5 à 5°</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Vitesse d'ascension max : 8 m/s</i> • <i>Vitesse de descente max : 6 m/s</i> • <i>Angle d'inclinaison max : 35°</i> • <i>Résistance au vent max : 12 m/s</i> 	

			<ul style="list-style-type: none"> • Plafond pratique max au-dessus du niveau de la mer : 6 000 m <ul style="list-style-type: none"> • Distance de vol max : 28 km • Fréquences de fonctionnement : 2,400 à 2,4835 GHz / 5,725 à 5,850 GHz • Système de satellite : GPS + Galileo + BeiDou <ul style="list-style-type: none"> • Système de transmission : O3+ • Distance de transmission max : FCC : 15 km / CE : 8 km / SRRC : 8 km / MIC : 8 km <ul style="list-style-type: none"> • Stockage interne : 1 To • Emplacement pour carte microSDXC (jusqu'à 1 To) <ul style="list-style-type: none"> • Batterie de 5000 mAh • Temps de vol max sans vent : 43 minutes • Temps de vol stationnaire max sans vent : 37 minutes <ul style="list-style-type: none"> • Dimensions plié : 231.1 x 98 x 95.4 mm • Dimensions déplié : 347.5 x 290.8 x 107.7 mm • Poids : 963 g <p>- Suite logiciel Adobe avec licence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acrobat : 24.07.00 • Photoshop : 25.9.1 • Premiere Pro : 2024 V24.5.0.057 • Illustrator : V 28.5 • Adobe Express : 25.5.0 <p>Adobe indesign: 19.5</p>	
2	Appareil photo canon R8 et objectif ou équivalent	U	<p>Niveau en photographie : Professionnel 33 Mégapixel / Écran: 67.5 cm, 1 points, 3/2, Multitouch / Sensibilité plage ISO: 100 - 51200 ISO, en mode étendu 40 à 204 800 ISO / Mode vidéo : 4K UHD (3840 x 2160 px), FHD (1920 x 1080 px) pixels, 60 i/s / Dimensions-Poids : 96.4 x 131.3 x 79.8 mm / 658 g Connectivité : HDMI - Type A, Sans-fil - Bluetooth, Sans-fil - NFC, Sans-fil - Wi-Fi, Son - Entrée casque, Son - Sortie micro, Télécommande, USB - Type C Exposition : Mesure: TTL, Multi-zones / centrale / Spot; Bracketing: sur 3, 5 et 9 vues, avec retardateur; Vitesse: Photo : de 1/8000 à 30 sec, Bulb - Vidéo = de 1/8000 à 1/4 sec (1/3 niveaux), jusqu'à 1/50 en mode AUTO; Rafale: jusqu'à 10 im/sec avec suivi AF/AE; Rafale nb image : plus de 800 vues en RAW et RAW + JPEG à 10ips Complémentaire : capteur CMOS Taille du capteur: Plein Format de 24x36mm Rétro-</p>	

			<p><i>éclairé; Stabilisation : 5 axes (5.5 stops) + mode Actif électronique; Processeur : BIONZ XR (2 processeurs dédiés); Système de dissipation passive avancée de la chaleur; Autofocus: Type: Hybride Temps Réel sur 94% du champ. 759 points AF phase / 425 contraste, Sensibilité : de -4eV (100 ISO, F2), Modes: AF-A, AF-S, AF-C, DMF, AF manuel. Sélection Large / Zone /Centre / Spot flex. (S/M/L) / Verr. de la mise au point, Tracking tactile et EyeAF en Temps réel Humain et Animal (photo et Vidéo). Gestion AF transition de point sur 7 niveaux en vidéo</i></p> <p><i>Objectif professionnel de 16-200 mm Ouverture 2.8 Compatible avec les caractéristiques de la monture</i></p>	
3	<p><i>Caméra numérique y compris carte mémoire de 256 giga</i></p>	U	<p><i>- Objectif professionnel de 24-105 mm Ouverture 2.8 compatible avec les caractéristiques de la monture ou Objectif professionnel de 16-200 mm Ouverture 2.8 compatible avec les caractéristique de la monture</i></p> <p><i>- Sandisk carte mémoire 256 Go carte micro SD Externe idéal pour les cameras et drone</i></p>	
4	<p><i>Sonorisation mobile</i></p>	U	<p><i>Enceinte Sono Portable 1000W, Bluetooth 5.0, Port USB, Carte SD, Entrée AUX et micro, Poignées et roulettes, Fréquences : 45Hz - 20.000Hz, Batterie : 12V - 7.2Ah, Amplificateur intégré / Sonorisation de marque spécialisée dans le domaine</i></p> <p><i>avec Micros sans Fil (Fréquence microphone : 863.100 MHz, 864.500 MHz)</i></p>	
5	<p><i>Micro-cravate professionnel</i></p>	U	<p><i>Système de microphone sans fil compact, Wireless PRO avec timecode, enregistrement sur carte 32 bits float, 2 microphones Lavalier et étui de charge intelligent Boîtier, comprenant un émetteur (TX) et son récepteur (RX-CAM) sans fil, ainsi qu'un micro Lavalier sans fil, adapté aux caméras numériques, et compatible avec la plupart des appareils mobiles</i></p> <p><i>transmission : numérique sur la bande 2.4 GHz et à un cryptage 128 bits,</i></p> <p><i>récepteur : équipé d'un écran OLED (affiche le niveau de la batterie de l'émetteur et du récepteur), sélection du canal utilisé.</i></p> <p><i>Emetteur : système de sécurité avec connexion protégée et permanente avec le microphone omnidirectionnel. Adapté pour Caméscope, Interview, Podcast, Présentation, Vidéoconférence, Parole</i></p> <p><i>Entrée récepteur/émetteur : Jack 3,5mm</i></p> <p><i>Pression sonore/tessiture dynamique : 100 dB</i></p> <p><i>Autonomie : 7h - Réponse en fréquence : 50 - 20000 Hz / 20 - 20.000 Hz</i></p>	

			<p><i>Transmission sans câble - portée : 100m</i> <i>Accessoires : Câble USB, Câble, Coupe-vent</i></p>	
6	Mégaphones (HQ)	U	<p><i>Multifonction : Carte d'enregistrement mégaphone - USB - Carte mémoire - bluetooth - micro externe/ Puissance: 75W Ultra-High - à 2000 mètres de Transmission d'amplification Haut-Parleur Rechargeable en Voiture - Rechargeable Marque spécialisée dans le domaine</i></p>	
7	Objectifs pour monture appareil photo vidéo	U	<p><i>Objectif professionnel de 24-105 mm Ouverture 2.8 compatible avec les caractéristiques de la monture ou Objectif professionnel de 16-200 mm Ouverture 2.8 compatible avec les caractéristiques de la monture</i></p>	
8	Stabilisateur appareil vidéo/ photo y compris Port USB	U	<p><i>- Stabilisateur professionnel RS3 de nacelle à 3 Axes de type Ronin pour Reflex et pour les caméras professionnelles et peut supporter des configurations pro avec un objectifs F2,8 24-70 mm, etc. pour plus de possibilités créatives. Écran tactile OLED</i></p> <p><i>- Adaptateur de carte mémoire, micro SD, clé USB et type C avec transmission à partir de 150 MB/Sec</i></p>	
9	Stabilisateur pour smartphone	U	<p><i>Stabilisateur professionnel RS3 de nacelle à 3 Axes de type Ronin pour Reflex et pour les caméras professionnelles et peut supporter des configurations pro avec un objectifs F2,8 24-70 mm, etc. pour plus de possibilités créatives. Écran tactile OLED</i></p>	
10	GPS	U	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Ecran tactile : Oui</i> ▪ <i>Format d'affichage (largeur par hauteur) : 6,48 × 10,80 cm ; 12,70 cm de diagonale (5 po)</i> ▪ <i>Définition d'écran (largeur par hauteur) : 480 x 800 pixels</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Type d'affichage : Transflectif WVGA, orientation double</i> ▪ <i>Batterie : Lithium-ion rechargeable (incluse)</i> ▪ <i>Autonomie de la batterie : Mode GPS : jusqu'à 18 heures - Mode Expédition : jusqu'à 330 heures - Mode GPS : 10 min Suivi : jusqu'à 18 heures - Mode Expédition : 30 min Suivi : jusqu'à 300 heures</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Récepteur haute sensibilité : Oui</i> ▪ <i>Interface : Compatible avec micro USB haut débit et NMEA 0183</i> ▪ <i>Mémoire/historique : 16 Go (l'espace utilisateur varie en fonction de la cartographie incluse)</i> ▪ <i>Cartes préchargées : Oui (TopoActive et City Navigator Europe)</i> 	

			<ul style="list-style-type: none"> ▪ Possibilité d'ajouter des cartes : Oui <ul style="list-style-type: none"> ▪ MENU 0 Carte de base : Oui ▪ Définition automatique d'itinéraires (fonction d'itinéraire virage par virage) : Oui (avec cartographie en option pour les routes détaillées) ▪ Définition automatique d'itinéraires (fonction d'itinéraire virage par virage) : 250, 250 points par itinéraire ; 50 points de définition automatique d'itinéraire <ul style="list-style-type: none"> ▪ Segments de carte : 15 000 ▪ Inclut des caractéristiques hydrographiques détaillées : Tracés littoraux, les rives des lacs et rivières, les marécages et les cours d'eau saisonniers et permanents ▪ Inclut des points d'intérêt avec fonction de recherche : Parcs, terrains de camping, points de vue et aires de pique-nique ▪ Affiche les parcs nationaux, fédéraux et locaux, les forêts, ainsi que les parcs naturels : Oui ▪ Capacité de stockage et puissance : Oui (carte microSD™ de 32 Go maximum) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Waypoints : 10000 ▪ Tracés : 250 ▪ Journal de suivi : 20 000 points, 250 tracés gpx enregistrés, 300 activités fit enregistrées <ul style="list-style-type: none"> ▪ Capteur Gps : Oui Capteur Galileo : Oui ▪ Altimètre barométrique : Oui ▪ Compas : Oui (3 axes avec compensation d'inclinaison) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Compas gps (en mouvement) : Oui ▪ Connect iq™ : Cadrons de montre, champs de données, widgets et applications téléchargeables ▪ Smart notifications sur l'appareil portable : Oui <ul style="list-style-type: none"> ▪ Météo : Oui Télécommande virb® : Oui <ul style="list-style-type: none"> ▪ Compatible avec garmin Oui ▪ Météo dynamique : Oui ▪ Navigation point à point : Oui ▪ Compatible basecamp™ : Oui <ul style="list-style-type: none"> ▪ Calcul de zone : Oui ▪ Calendrier de chasse/pêche : Oui <ul style="list-style-type: none"> ▪ Informations lune/soleil : Oui ▪ Mode géocache : Oui (chasse au trésor en temps réel) ▪ Cartes personnalisées compatibles : Oui (500 zones de carte personnalisées) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Visionneuse jpeg : Oui ▪ Appareil photo : Oui ▪ Balise Led : Oui 	
--	--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

			<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>SOS interactifs : Oui</i> ▪ <i>Echange de SMS avec les numéros de portable et adresses e-mail : Oui</i> ▪ <i>Echange de SMS avec d'autres appareils inreach : Oui</i> ▪ <i>Echange de positions avec d'autres appareils inreach : Oui</i> ▪ <i>Compatible mapshare avec suivi : Oui</i> ▪ <i>Clavier virtuel pour les messages personnalisés : Oui</i> ▪ <i>Compatible avec Garmin explore™ pour les waypoints, tracés, routes et activités : Oui</i> ▪ <i>Compatible avec le site web Garmin explore : Oui</i> ▪ <i>Suivi de chien : oui (lorsque l'appareil est couplé à un système de suivi de chiens compatible)</i> ▪ <i>Connectivité sans fil : Oui (Wi-Fi, Bluetooth, ANT+)</i> 	
--	--	--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

4. Plans : Sans objet

Le présent Dossier d'Appel *ne comprend aucun plan.*

Liste des plans		
Numéros	Titres	Objectifs

5. Inspections et Essais

Les inspections et tests suivants seront réalisés :

-Vérification de la Fiche de spécifications techniques du matériel

TROISIÈME Marché

PARTIE –

Section VI. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)

Liste des clauses

1. Définitions	85
2. Documents contractuels	86
3. Sanction des fautes commises par les candidats ou titulaires de marchés publics	86
4. Interprétation	87
5. Langue	88
6. Groupement	89
7. Critères d'origine	89
8. Notification	89
9. Droit applicable	89
10. Règlement des différends	89
11. Objet du marché	90
12. Livraison	90
13. Responsabilités du Titulaire	90
14. Montant du marché	90
15. Modalités de règlement	90
16. Impôts, taxes et droits	91
17. Cautionnement définitif	91
18. Droits d'auteur	92
19. Renseignements confidentiels	92
20. Sous-traitance	93
21. Spécifications et Normes	93
22. Emballage et documents	93
23. Assurance	94
24. Transport	94
25. Inspections et essais	94
26. Pénalités	96

27. Garantie	96
28. Brevets	97
29. Limite de responsabilité	98
30. Modifications des lois et règlements	98
31. Force majeure	98
32. Ordres de modification et avenants au marché	99
33. Prorogation des délais	100
34. Résiliation	100
35. Cession	102

Cahier des Clauses Administratives Générales

1. Définitions

1.1 Les termes et expressions ci-après auront la signification qui leur est attribuée ici :

- a) “ marché” désigne l’ensemble des droits et obligations souscrits par les parties au titre de la réalisation des fournitures et services. Les documents et pièces contractuels sont énumérés dans l’Acte d’Engagement.
- b) « Documents contractuels » désigne les documents visés dans l’Acte d’Engagement, y compris les avenants éventuels auxdits documents.
- c) « Montant du marché » signifie le prix payable au Titulaire, conformément à l’Acte d’Engagement signé, sous réserve de toute addition et modification ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du marché.
- d) « Jour » désigne un jour calendaire.
- e) « CCAG » signifie le Cahier des Clauses Administratives Générales.
- f) « Fournitures » signifie tous les produits, matières premières, machines et matériels et/ou tous autres matériaux que le Titulaire est tenu de livrer à l’Autorité Contractante en exécution du marché.
- g) « Autorité Contractante » signifie l’entité achetant les fournitures et les services connexes, telle qu’elle est identifiée dans le CCAP.
- h) « Services Connexes » désigne les services afférents à la fourniture des biens, tels que l’assurance, l’installation, la formation et la maintenance initiale, ainsi que toute obligation analogue du Titulaire dans le cadre du marché.
- i) « CCAP » signifie le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- j) « Sous-traitant » signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, à qui toute partie des Fournitures ou des Services connexes est sous-traitée par le Titulaire.
- k) "Titulaire" désigne la personne physique ou morale,

attributaire du marché et qui est désignée comme tel dans l'Acte d'Engagement.

- l) « Lieu de destination finale » signifie le lieu indiqué dans le CCAP pour la livraison des fournitures, le cas échéant.
- m) « UEMOA » désigne l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

2. Documents contractuels

2.1 Sous réserve de l'ordre de préséance indiqué dans l'Acte d'Engagement, tous les documents constituant le marché (et toutes les parties desdits documents) sont corrélatifs, complémentaires et s'expliquent les uns les autres. L'Acte d'Engagement est lu comme formant un tout.

2.2 Pièces à délivrer au Titulaire en cas de nantissement du marché.

Dès la notification du marché, l'Autorité Contractante délivre sans frais au Titulaire, contre reçu, une expédition certifiée conforme de l'Acte d'Engagement et des autres pièces que mentionne le paragraphe 2 dudit Acte d'Engagement à l'exclusion du CCAG.

L'Autorité Contractante délivre également, sans frais, au Titulaire, aux co-traitants et aux sous-traitants payés directement les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

3. Sanction des fautes commises par les candidats, soumissionnaires, attributaires ou titulaires de marchés publics

3.1 La République de Côte d'Ivoire exige des candidats, soumissionnaires, attributaires et des titulaires de ses marchés publics, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. Des sanctions peuvent être prononcées par l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics à l'égard des candidats, des soumissionnaires, des attributaires et titulaires de marchés en cas de constatation d'infractions aux règles de passation des marchés publics commises par les intéressés. Est passible de telles sanctions le candidat ou titulaire qui :

- a) S'est livré à des pratiques frauduleuses. Ceci qualifie tout candidat ayant :
 - Fait une présentation erronée des faits afin d'influer sur la passation ou l'exécution d'un marché ;
 - Procédé à des pratiques de collusion entre soumissionnaires afin d'établir les prix des offres à des niveaux artificiels et non concurrentiels et de priver l'autorité contractante des avantages

d'une concurrence libre et ouverte;

- Fait recours à la surfacturation et/ou à la fausse facturation ;
- Sous-traité au-delà du plafond fixé par la réglementation.

- b) S'est livré à des actes de corruption. Ceci qualifie un fournisseur qui offre un présent, gratification ou commission, pour inciter un agent public à faire ou à s'abstenir de faire une action donnée dans le cadre du marché ou pour le récompenser d'avoir agi, est un motif de résiliation dudit marché.

3.2 Les infractions commises sont constatées par la Cellule Recours et Sanctions de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics qui diligente toutes enquêtes nécessaires et saisit toutes autorités compétentes. Sans préjudice de poursuites pénales et d'actions en réparation du préjudice subi par l'autorité contractante les sanctions suivantes peuvent être prononcées, et, selon le cas, de façon cumulative :

- Établissement d'une régie, suivie, s'il y a lieu, de la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire ;
- Confiscation des cautions versées, à titre d'indemnisation pour le préjudice subi par l'autorité contractante ;
- Exclusion des marchés publics, soit définitivement, soit pour une durée déterminée, en fonction de la gravité de la faute commise par le fournisseur coupable y compris, en cas de collusion prouvée, toute entreprise qui possède la majorité du capital de l'entreprise concernée, ou dont l'entreprise accusée possède la majorité du capital.

4. Interprétation

4.1 Si le contexte l'exige, le singulier se réfère au pluriel et vice versa.

4.2 Incoterms

- a) Sous réserve d'incohérences avec les termes du marché, la signification d'un terme commercial et les droits et obligations correspondants des parties au marché sont ceux prescrits par les Termes Commerciaux Internationaux-Incoterms.
- b) Les termes EXW, CIP, DDP et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms spécifiée dans le **CCAP** et publiée par la Chambre de Commerce Internationale (CCI) à Paris,

France.

4.3 Intégralité des conventions

Le marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés l'Autorité Contractante et le Titulaire relativement à son objet, et il remplace toutes communications, et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties relativement à son objet avant la date du marché.

4.4 Avenants

Les avenants au marché ne pourront entrer en vigueur que s'ils sont faits par écrit, datés, s'ils se réfèrent expressément au marché, sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties au marché et approuvés par l'autorité compétente.

4.5 Absence de renonciation

- a) Sous réserve des dispositions de la clause 4.5(b) du CCAG ci-dessous, aucune relâche, abstention, retard ou indulgence de l'une des parties pour faire appliquer l'un quelconque des termes et conditions du marché ou le fait que l'une des parties accorde un délai supplémentaire à l'autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette partie par le marché, ni de les affecter ou de les restreindre ; de même, la renonciation de l'une des parties à demander réparation pour toute infraction au marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du marché.
- b) Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d'une partie en vertu du marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l'objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation.

4.6 Divisibilité

Si une quelconque disposition ou condition du marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du marché.

5. Langue

- 5.1 Le marché et toute la correspondance et la documentation relative au marché, échangés par le Titulaire et l'Autorité Contractante, seront rédigés en langue française. Les documents

complémentaires et les imprimés faisant partie du marché pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d'être accompagnés d'une traduction exacte dans la langue française des passages jugés pertinents par l'Autorité Contractante. Dans ce cas, aux fins d'interprétation du marché, cette traduction fera foi.

5.2 Le Titulaire assumera tous les coûts de traduction dans la langue applicable et tous les risques relatifs à l'exactitude de cette traduction, pour ce qui concerne les documents qu'il fournit.

6. Groupement

6.1 Si le Titulaire est un groupement, sauf disposition contraire figurant au **CCAP**, tous les membres seront solidairement tenus envers l'Autorité Contractante de respecter les clauses du marché, et ils devront désigner un ou plusieurs membres pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d'engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans l'accord préalable écrit de l'Autorité Contractante.

7. Critères d'origine

7.1 Sauf disposition contraire figurant au **CCAP**, les titulaires de marchés de fournitures ou de services dont le financement est prévu par les budgets de l'Etat, des établissements publics, des collectivités locales et des sociétés nationales ou sociétés à participation publique majoritaire, lorsqu'ils sont des entreprises d'un état membre de l'UEMOA, doivent être régulièrement inscrites au registre du commerce dans l'un desdits Etats.

8. Notification

8.1 Toute notification envoyée à l'une des parties par l'autre partie en vertu du marché doit être adressée par écrit à l'adresse spécifiée dans le **CCAP**. L'expression « par écrit » signifie transmis par voie écrite avec accusé de réception.

8.2 Une notification prend effet à la date à laquelle elle est remise ou à sa date d'entrée en vigueur, la seconde de ces dates à échoir étant retenue.

9. Droit applicable

9.1 Le marché est régi et interprété conformément au droit de la Côte d'Ivoire, à moins que le **CCAP** n'en dispose autrement.

10. Règlement des différends

10.1 Intervention du Maître d'ouvrage

a) Si un différend survient entre l'Autorité Contractante et le fournisseur, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le fournisseur transmet à l'Autorité Contractante, un mémoire exposant les motifs et indiquant éventuellement les montants de ses réclamations.

- b) L'Autorité Contractante et le fournisseur feront tout leur possible pour régler à l'amiable, par voie de négociation directe et informelle, tout différend entre eux ou en rapport avec le marché.
- c) L'Autorité Contractante et le fournisseur peuvent recourir à la Cellule Recours et Sanctions de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics conformément aux textes en vigueur en la matière.

10.2 Recours Contentieux :

- a) Si les parties n'ont pas réussi à résoudre leur différend à l'amiable, le litige sera soumis à la juridiction ivoirienne compétente à l'initiative de l'Autorité Contractante ou du Titulaire, sous réserve des dispositions du CCAP.
- b) Nonobstant toute référence au titre du recours contentieux, les parties continueront de réaliser leurs obligations contractuelles respectives, à moins qu'elles n'en décident autrement d'un commun accord, et l'Autorité Contractante paiera au Titulaire toute somme qui lui sera due.

- | | | |
|---------------------------------------------|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 11. Objet
marché | du | 11.1 Les Fournitures et Services connexes afférents à ce marché sont ceux qui figurent à la Section IV, Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses Techniques, Plans, Inspections et Essais. |
| 12. Livraison | | 12.1 En vertu de la clause 32.1 du CCAG, la livraison des Fournitures et la prestation des Services connexes seront effectuées conformément au calendrier de livraison et d'achèvement figurant dans le Bordereau des quantités et les Calendriers de livraison. Le CCAP fixe les détails relatifs à l'expédition et indiquera les autres pièces et documents à fournir par le Titulaire. |
| 13. Responsabilités
du Titulaire | | 13.1 Le Titulaire fournira toutes les fournitures et services connexes compris dans l'objet du marché en application de la clause 11 du CCAG et du calendrier de livraison et d'achèvement, conformément à la clause 12 du CCAG. |
| 14. Montant
marché | du | 14.1 Le prix demandé par le Titulaire pour les fournitures livrées et pour les services connexes rendus au titre du marché ne variera pas par rapport au prix indiqué par le Titulaire dans son offre, exception faite des modifications de prix autorisées dans le CCAP . |
| 15. Modalités
règlement | de | 15.1 Le prix du marché sera réglé conformément aux dispositions du CCAP . |

- 15.2 Le Titulaire présentera sa demande de règlement par écrit à l'Autorité contractante, accompagnée des factures décrivant, de façon appropriée, les fournitures livrées et les services connexes rendus, et des documents et pièces présentés conformément à la clause 12 du CCAG, et après avoir satisfait à toutes les obligations spécifiées dans le marché.
- 15.3 Les règlements dus au Titulaire seront effectués par l'Autorité Contractante, et au plus tard dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant le dernier jour de la livraison des fournitures faisant l'objet du paiement en cause ou le jour fixé par les stipulations particulières du marché.
- 15.4 Dans l'éventualité où l'Autorité Contractante n'effectuerait pas un paiement dû à sa date d'exigibilité ou dans le délai indiqué au **CCAP**, l'Autorité Contractante sera tenue de payer au Titulaire des intérêts moratoires sur le montant du paiement en retard, au(x) taux spécifié(s) dans le **CCAP** pour toute la période de retard jusqu'au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou à la suite d'un jugement ou une sentence arbitrale.
- 16. Impôts, taxes et droits**
- 16.1 Sauf disposition contraire figurant au **CCAP**, le Titulaire sera entièrement responsable du paiement de tous les impôts, droits de timbre et d'enregistrement, patente et taxes dus au titre du marché.
- 16.2 Si le Titulaire peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale, l'Autorité Contractante fera tout son possible pour permettre au Titulaire d'en bénéficier.
- 17. Cautionnement définitif**
- 17.1 Dans les quatorze (14) jours suivant réception de la notification d'attribution du marché, le Titulaire fournira un cautionnement définitif du marché, pour le montant spécifié dans le **CCAP**.
- 17.2 Le cautionnement définitif sera payable à l'Autorité Contractante en dédommagement de toute perte résultant de l'incapacité du Titulaire à s'acquitter de toutes ses obligations au titre du marché.
- 17.3 Le cautionnement définitif sera présenté sous l'une des formes stipulées par l'Autorité Contractante dans le **CCAP** ou sous toute autre forme jugée acceptable par l'Autorité Contractante.
- 17.4 L'Autorité Contractante libérera et retournera au Titulaire le cautionnement définitif au plus tard trente (30) jours après la date d'achèvement des obligations incombant au Titulaire au titre de la réalisation du Marché, y compris les obligations de garantie, sauf disposition contraire du **CCAP**.

- 18. Droits d’auteur** 18.1 Les droits d’auteur de tous les plans, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis à l’Autorité Contractante par le Titulaire demeureront la propriété du Titulaire ou, s’ils sont fournis directement à l’Autorité contractante ou par l’intermédiaire du Titulaire par une tierce partie, y compris par des fournisseurs de matériaux, les droits d’auteur desdits matériaux demeureront la propriété de ladite tierce partie.
- 19. Renseignements confidentiels**
- 19.1 L’Autorité Contractante et le Titulaire respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l’autre partie au titre du marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l’autre partie, que ces renseignements aient été fournis avant, pendant ou après l’exécution ou la résiliation du marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Titulaire pourra donner à son sous-traitant tout document, donnée et autre information qu’il recevra de l’Autorité Contractante dans la mesure nécessaire pour permettre au sous-traitant de réaliser ses prestations conformément au marché, auquel cas le Titulaire demandera audit sous-traitant de prendre un engagement de confidentialité analogue à l’engagement imposé au Titulaire en vertu de la clause 19 du CCAG.
- 19.2 L’Autorité Contractante n’utilisera aucun document, donnée et autre information reçue du Titulaire, à des fins autres que celles du marché. De la même manière, le Titulaire n’utilisera aucun document, donnée et autre information reçue de l’Autorité Contractante à des fins autres que la réalisation du marché.
- 19.3 Toutefois, l’obligation imposée à une partie en vertu des clauses 19.1 et 19.2 ci-dessus ne s’appliquera pas aux informations suivantes :
- a) Celles que l’Autorité Contractante ou le Titulaire doivent partager avec des institutions participant au financement du marché;
 - b) Celles qui, à présent ou ultérieurement, appartiennent ou appartiendront au domaine public, sans que la partie en cause n’ait commis de faute ;
 - c) Celles dont il peut être prouvé qu’elles étaient en possession de la partie en cause lorsqu’elles ont été communiquées et qu’elles n’avaient pas été obtenues préalablement, de manière directe ou indirecte, de l’autre partie ; ou
 - d) Celles qui sont mises de manière légitime à la disposition de

la partie en cause par une tierce partie non tenue au devoir de confidentialité.

19.4 Les dispositions ci-dessus de la clause 19 du CCAG ne modifient en aucune façon un engagement de confidentialité donné par l'une ou l'autre partie avant la date du marché s'agissant de tout ou partie de la fourniture.

19.5 Les dispositions de la clause 19 du CCAG resteront en vigueur après l'achèvement ou la résiliation du marché, quel qu'en soit le motif.

20. Sous-traitance

20.1 Le Titulaire notifiera par écrit à l'Autorité Contractante tous les marchés de sous-traitance attribués dans le cadre du marché s'il ne l'a déjà fait dans son offre. Cette notification, fournie dans l'offre ou ultérieurement, ne dégagera pas la responsabilité du Titulaire, et ne le libérera d'aucune des obligations qui lui incombent du fait du marché.

20.2 Les marchés de sous-traitance se conformeront aux dispositions des clauses 3 et 7 du CCAG.

21. Spécifications et Normes

21.1 Spécifications techniques et Plans

a) Les Fournitures livrées au titre du marché et les services connexes doivent satisfaire aux Cahier des Clauses Techniques spécifiées à la Section IV : Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses Techniques, Plans, Inspections et Essais, du document d'Appel d'offres. Si aucune norme n'y est indiquée, la norme sera supposée équivalente ou supérieure aux normes officielles dont l'application est appropriée dans le pays d'origine des fournitures.

b) Le Titulaire pourra décliner sa responsabilité pour toute étude de conception, donnée, plan, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui aura été fourni ou conçu par l'Autorité Contractante ou en son nom, en donnant à l'Autorité Contractante une notification indiquant qu'il décline sa responsabilité.

c) Lorsque le marché se référera aux codes et normes selon lesquels il sera exécuté, l'édition ou la version révisée desdits codes et normes sera celle spécifiée dans les Cahier des Clauses Techniques. Durant l'exécution du marché, les changements apportés auxdits codes et normes ne seront appliqués qu'après l'approbation de l'Autorité Contractante et seront traités conformément à la clause 32 du CCAG.

22. Emballage

et 22.1 Le Titulaire emballera les fournitures de la manière requise

- documents** pour qu'elles ne subissent pas de dommages ou de détérioration durant le transport vers leur destination finale, conformément aux dispositions du marché. Pendant le transport, l'emballage sera suffisant pour résister en toutes circonstances à des manipulations brutales et à des températures extrêmes, au sel et aux précipitations, et à l'entreposage à ciel ouvert. Les dimensions et le poids des caisses tiendront compte, chaque fois que nécessaire, du fait que la destination finale des fournitures est éloignée et de l'absence éventuelle, à toutes les étapes du transport, de matériel de manutention lourd.
- 22.2 L'emballage, le marquage, l'étiquetage et la documentation à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront strictement conformes aux dispositions précisées dans le marché ainsi qu'aux instructions ultérieures, le cas échéant, en application du **CCAP**, et à toutes autres instructions données par l'Autorité Contractante.
- 23. Assurance** 23.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, les fournitures livrées en exécution du présent marché seront entièrement assurées en FCFA ou en une monnaie librement convertible contre toute perte ou dommage découlant de leur fabrication ou acquisition, de leur transport, leur entreposage et leur livraison conformément aux Incoterms en vigueur ou de la manière spécifiée dans le **CCAP**.
- 24. Transport** 24.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, la responsabilité du transport des fournitures est assumée par la partie spécifiée dans les Incoterms en vigueur.
- 25. Inspections et essais** 25.1 Le Titulaire effectue à ses frais et à titre gratuit pour l'Autorité Contractante tous les essais et/ou les inspections afférents aux fournitures et aux services connexes stipulés aux **CCAP**.
- 8 25.2 Les inspections et les essais pourront être réalisés dans les locaux du Titulaire ou de son sous-traitant, au point de livraison et/ou au lieu de destination finale des fournitures ou en un lieu quelconque visé dans le **CCAP**. Sous réserve de la clause 25.3 du **CCAG**, si les essais et/ou les inspections ont lieu dans les locaux du Titulaire ou de son sous-traitant, toutes les facilités et l'assistance raisonnables, y compris l'accès aux plans et aux informations relatives à la fabrication, seront fournies aux inspecteurs, sans frais pour l'Autorité Contractante.
- 25.3 L'Autorité Contractante ou son représentant autorisé aura le droit d'assister aux essais et/ou aux inspections visées dans la clause 25.2 du **CCAG**, étant entendu que l'Autorité

Contractante supportera la totalité des frais et dépenses engagés à cet effet, y compris, mais pas exclusivement, tous les frais de déplacement, de subsistance et d'hébergement.

- 25.4 Aussitôt que le Titulaire sera prêt à effectuer lesdits essais et inspections, il en avisera l'Autorité Contractante avec un préavis raisonnable, en indiquant le lieu et la date desdits essais et inspections. Le Titulaire se procurera auprès de toute tierce partie ou du fabricant concerné, toute autorisation ou consentement nécessaire pour permettre à l'Autorité Contractante ou à son représentant autorisé d'assister aux essais et/ou à l'inspection.
- 25.5 L'Autorité contractante pourra demander au Titulaire d'effectuer des essais et/ou des inspections non stipulées dans le marché mais jugées nécessaires pour vérifier que les caractéristiques et le fonctionnement des fournitures sont conformes au Cahier des Clauses Techniques, aux codes et aux normes prévus dans le marché, étant entendu que le coût raisonnable pour le Titulaire desdits essais et/ou inspections supplémentaires sera ajouté au prix du marché. De plus, si lesdits essais et/ou inspections font obstacle à la poursuite de la fabrication et/ou empêchent le Titulaire de s'acquitter de ses autres obligations afférentes au marché, il en sera dûment tenu compte dans les dates de livraison et les délais d'exécution et en ce qui concerne le respect des autres obligations ainsi affectées.
- 25.6 Le Titulaire donnera à l'Autorité Contractante un rapport présentant les résultats des essais et/ou inspections ainsi effectuées.
- 25.7 L'Autorité Contractante pourra refuser tout ou partie des fournitures défectueuses ou qui ne sont pas conformes aux spécifications. Le Titulaire apportera les rectifications nécessaires aux fournitures refusées ou les remplacera ou il y apportera les modifications nécessaires pour qu'elles soient conformes aux spécifications, cela sans frais pour l'Autorité Contractante, et il renouvellera les essais et/ou l'inspection, sans frais pour l'Autorité Contractante, après en avoir donné notification conformément à la clause 25.4 du CCAG.
- 25.8 Le Titulaire reconnaît que ni la réalisation d'un essai et/ou d'une inspection de tout ou partie des fournitures, ni la présence de l'Autorité Contractante ou de son représentant autorisé lors d'un essai et/ou d'une inspection effectuée sur les fournitures, ni la remise d'un rapport en application de la clause 25.6 du CCAG, ne dispensent le Titulaire de ses obligations de garantie ou des autres obligations stipulées dans

le marché.

26. Pénalités

26.1 Sous réserve des dispositions de la clause 31 du CCAG, si le Titulaire ne livre pas l'une quelconque ou l'ensemble des fournitures ou ne rend pas les services prévus dans les délais spécifiés dans le marché, l'Autorité Contractante, sans préjudice des autres recours qu'elle détient au titre du marché, pourra déduire du prix du marché, à titre de pénalités, une somme équivalant au pourcentage stipulé dans le **CCAP** du prix des fournitures livrées en retard ou des services connexes non réalisés, pour chaque semaine ou fraction de semaine de retard, jusqu'à la livraison ou la prestation effective, à concurrence d'un montant maximum correspondant au pourcentage du montant du marché indiqué dans le **CCAP**. Lorsque ce maximum sera atteint, l'Autorité Contractante pourra résilier le Marché en application de la clause 34 du CCAG.

27. Garantie

27.1 Le Titulaire garantit que les Fournitures sont neuves et n'ont pas été utilisées, qu'elles sont du modèle le plus récent ou courant, et qu'elles comportent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf disposition contraire du marché.

27.2 Sous réserve de la clause 21.1(b) du CCAG, le Titulaire garantit en outre que les fournitures seront exemptes de tous défauts liés à une action ou à une omission du Titulaire ou liés à un défaut de conception, de matériaux et de fabrication, de nature à empêcher leur utilisation normale dans les conditions particulières à la Côte d'Ivoire.

27.3 Sauf disposition contraire du **CCAP**, la garantie demeurera valide douze (12) mois après la livraison de tout ou partie des fournitures, le cas échéant, à leur destination finale indiquée au **CCAP**, telle que précisée dans le marché.

27.4 L'Autorité Contractante notifiera toute réclamation au Titulaire, dans les meilleurs délais après constatation des défauts, en indiquant la nature desdits défauts et en fournissant les preuves disponibles. L'Autorité Contractante permettra au Titulaire d'inspecter lesdits défauts.

27.5 À la réception d'une telle réclamation, le Titulaire réparera ou remplacera rapidement, dans le délai prévu à cet effet au **CCAP**, les fournitures ou les pièces défectueuses, sans frais pour l'Autorité Contractante.

27.6 Si le Titulaire, après en avoir reçu notification, ne remédie pas au défaut dans le délai prescrit par le **CCAP**, l'Autorité Contractante peut entreprendre, dans un délai raisonnable, aux

risques et aux frais du Titulaire, toute action de recours nécessaire, sans préjudice des autres recours dont l'Autorité Contractante dispose envers le Titulaire en application du marché.

28. Brevets

28.1 À condition que l'Autorité Contractante se conforme à la clause 28.2 du CCAG, le Titulaire indemniserà et garantira l'Autorité Contractante, ses employés et ses administrateurs, contre toute poursuite judiciaire, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incomber à l'Autorité Contractante par suite d'une infraction réelle ou présumée sur tout brevet, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du marché, en raison de :

- a) L'installation des fournitures par le Titulaire ou l'utilisation des fournitures en Côte d'Ivoire; et
- b) La vente dans tout pays des biens produits au moyen des fournitures.

Cette obligation d'indemnisation ne couvrira aucune utilisation des fournitures ou d'une partie des fournitures à des fins autres que celles indiquées dans le marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, conformément au marché.

28.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre l'Autorité Contractante dans le contexte de la clause 28.1 du CCAG, l'Autorité Contractante en avisera le Titulaire sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Titulaire pourra, à ses propres frais et au nom de l'Autorité Contractante, mener ladite procédure ou le règlement de cette réclamation, et engager toutes négociations en vue de régler ladite procédure ou réclamation.

28.3 Si le Titulaire ne notifie pas à l'Autorité Contractante, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu'il entend mener ladite procédure ou réclamation, l'Autorité Contractante sera libre de le faire en son propre nom.

28.4 L'Autorité Contractante devra, si le Titulaire le lui demande, fournir au Titulaire toute l'assistance disponible pour assurer la conduite de la procédure ou le règlement de la réclamation, auquel cas le Titulaire remboursera à l'Autorité Contractante tous les frais raisonnables qu'il aura encourus à cet effet.

28.5 L'Autorité Contractante indemniserà et garantira le Titulaire,

ses employés, ses administrateurs et ses sous-traitants, contre toute poursuite judiciaire, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, qu'une telle poursuite soit intentée à l'encontre du Titulaire, ou que de tels frais incombent au Titulaire, par suite d'une infraction réelle ou présumée de tout brevet, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du marché, au sujet de plans, de données, de dessins, de spécifications ou d'autres documents ou matériaux fournis ou conçus par ou au nom de l'Autorité Contractante.

- 29. Limite de responsabilité** 29.1 Sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle :
- a) Aucune des deux parties n'est responsable envers l'autre de toute perte ou de tout dommage indirect ou consécutif, perte d'usage, perte de production ou manque à gagner ou frais financier, étant entendu que la présente exception ne s'applique à aucune des obligations du Titulaire de payer des pénalités contractuelles à l'Autorité Contractante ;
 - b) L'obligation globale que le Titulaire peut assumer envers l'Autorité Contractante au titre du marché ou au titre de la responsabilité civile ou autre, ne saurait excéder le montant du marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s'appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement du matériel défectueux, ni à l'obligation du Titulaire d'indemniser l'Autorité Contractante en cas d'infraction sur un brevet.
- 30. Modifications des lois et règlements** 30.1 À moins que le marché n'en dispose autrement, si après la date correspondant à 28 jours avant la date de soumission des offres, une loi, un décret, un arrêté ou règlement local ayant force de loi est adopté, promulgué, abrogé ou modifié en Côte d'Ivoire (y compris tout changement dans l'interprétation ou l'application dudit texte par les autorités compétentes) d'une manière qui influe sur la date de livraison et/ou le prix du marché, ladite date de livraison et/ou ledit prix du marché sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le cas, dans la mesure où le Titulaire en aura été affecté dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations au titre du marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le supplément ou la réduction de coût ne sera pas versé ou crédité séparément si ledit supplément ou ladite réduction a déjà été prise en compte dans les dispositions relatives à l'ajustement des prix en tant que de besoin, conformément à la clause 14 du CCAG.
- 31. Force majeure** 31.1 Le Titulaire ne sera pas exposé à la saisie de son cautionnement

définitif, à des pénalités ou à la résiliation du marché pour non-exécution si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l'exécution des obligations qui lui incombent au titre du marché est dû à un cas de Force majeure.

31.2 Aux fins de la présente Clause, l'expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Titulaire, qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible et inévitable. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes de l'Autorité Contractante au titre de la souveraineté de l'État, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret.

31.3 En cas de force majeure, le Titulaire notifiera sans délai par écrit à l'Autorité Contractante l'existence de celle-ci et ses motifs. Sous réserve d'instructions contraires, par écrit, de l'Autorité Contractante, le Titulaire continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure du possible, et s'efforcera de continuer à remplir les obligations dont l'exécution n'est pas entravée par le cas de force majeure.

32. Ordres de modification et avenants au marché

32.1 L'Autorité Contractante peut demander à tout moment au Titulaire, par notification, conformément aux dispositions de la clause 8 du CCAG, d'apporter des modifications dans le cadre général du marché, dans un ou plusieurs des domaines suivants :

a) Les plans, conceptions ou spécifications, lorsque les fournitures à livrer au titre du marché doivent être fabriquées spécialement pour l'Autorité Contractante ;

b) La méthode d'expédition ou d'emballage ;

c) Le lieu de livraison ; et

d) Les services connexes qui doivent être fournis par le Titulaire.

32.2 Si l'une des modifications ci-dessus entraîne une augmentation ou une réduction du coût ou du temps nécessaire au Titulaire pour exécuter toute partie du marché, le prix du marché et/ou le calendrier de livraison/de réalisation sera modifié de façon équitable et le marché sera modifié en conséquence. Toute demande d'ajustement formulée par le Titulaire au titre de la présente clause doit être déposée dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de réception, par le Titulaire, de l'ordre de modification émis par l'Autorité Contractante.

32.3 Le prix que demandera le Titulaire, en échange de la prestation de tout service connexe qui pourra être nécessaire mais qui ne figurait pas dans le marché, sera convenu d'avance par les parties et n'excédera pas les tarifs demandés par le Titulaire à d'autres clients au titre de services analogues.

32.4 Sous réserve des dispositions ci-dessus, aucune variation ou modification des termes du marché ne sera faite autrement que par un avenant écrit, signé par les parties et approuvé par l'autorité compétente.

33. Prorogation des délais

33.1 Si à tout moment pendant l'exécution du marché, le Titulaire ou ses sous-traitants se heurtent à une situation qui les empêche de livrer les fournitures ou de fournir les services connexes dans les délais prévus à la clause 12 du CCAG, le Titulaire avisera immédiatement l'Autorité Contractante du retard par écrit, de sa durée probable et du motif. Aussitôt que possible après réception de la notification effectuée par le Titulaire, l'Autorité Contractante évaluera la situation et pourra, à sa discrétion, proroger les délais impartis au Titulaire pour exécuter le marché, auquel cas la prorogation sera confirmée par les parties, par voie d'avenant au marché.

33.2 À l'exception du cas de force majeure visé dans la clause 31 du CCAG, un retard de la part du Titulaire dans l'exécution de ses obligations l'exposera à l'application des pénalités prévues dans la clause 26 du CCAG, sauf si une prorogation des délais a été accordée en vertu de la clause 33.1 du CCAG.

34. Résiliation

34.1 Résiliation pour manquement du Titulaire

a) L'Autorité Contractante peut, sans préjudice des autres recours dont elle dispose en cas de rupture de contrat, notifier par écrit au Titulaire la résiliation pour manquement à ses obligations, de la totalité ou d'une partie du marché:

i) Si le Titulaire manque à livrer tout ou partie des fournitures dans les délais spécifiés dans le marché ou dans les délais prolongés par l'Autorité Contractante conformément aux dispositions de la clause 33 du CCAG ; ou

ii) Si le Titulaire manque à exécuter toute autre obligation au titre du marché.

b) L'autorité Contractante ne peut demander la résiliation pour manquement du titulaire à ses obligations en application des dispositions de la clause 34.1(a) du CCAG qu'après mise en demeure préalable restée sans effet dans le délai fixé par la

règlementation en vigueur

- c) Au cas où l'Autorité Contractante résilie tout ou partie du marché, en application des dispositions de la clause 34.1 (a) du CCAG, l'Autorité contractante procédera au remplacement du titulaire défaillant selon la réglementation en vigueur pour acquérir, des fournitures ou des services connexes semblables à ceux non reçus ou non exécutés et le Titulaire sera responsable envers l'Autorité contractante de tout coût supplémentaire qui en résulterait. Toutefois, le Titulaire continuera à exécuter le marché dans la mesure où il n'est pas résilié.

34.2 Résiliation de plein droit sans indemnité

Le marché est résilié de plein droit sans indemnité :

- a) En cas de décès du Titulaire personne physique, si l'Autorité Contractante n'accepte pas, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux ;
- b) En cas de faillite, si l'Autorité Contractante n'accepte pas, dans l'éventualité où le syndic aurait été autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de l'entreprise, les offres qui peuvent être faites par ledit syndic pour la continuation ;
- c) En cas de liquidation des biens ou de règlement judiciaire, si le Titulaire n'est pas autorisé à continuer l'exploitation de son entreprise.

Dans les cas mentionnés aux paragraphes b) et c) ci-dessus, les mesures conservatoires ou de sécurité dont l'urgence apparaît, en attendant une décision définitive du tribunal, sont prises d'office et mises à la charge du titulaire du marché.

34.3 Résiliation pour convenance

- a) L'Autorité Contractante peut à tout moment demander la résiliation de tout ou partie du marché par notification écrite adressée à la Structure chargée des marchés publics lorsque la réalisation du marché est devenue inutile ou inadaptée compte tenu des nécessités du service public. L'arrêté de résiliation précisera que la résiliation intervient unilatéralement pour raison de convenance, dans quelle mesure l'exécution des tâches stipulées dans le marché prend fin et la date à laquelle la résiliation prend effet.
- b) L'Autorité Contractante prendra livraison, aux prix et aux conditions du marché, des fournitures terminées et prêtes à être expédiées dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception par le

Titulaire de l'arrêté de résiliation pour raison de convenance. S'agissant des autres fournitures restantes, l'Autorité Contractante peut décider :

- i) De faire terminer et livrer toute partie de ces fournitures aux prix et conditions du marché; et/ou
- ii) D'annuler le reste et de payer au Titulaire un montant convenu au titre des fournitures et des services connexes partiellement terminés et des matériaux que le Titulaire s'est déjà procurés.

35. Cession

- 35.1 À moins d'en avoir reçu par écrit le consentement préalable de l'autre partie, ni l'Autorité Contractante ni le Titulaire ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre du marché.

Section VII. Cahier des Clauses Administratives Particulières. (CCAP)

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières. (CCAP) précise le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG). Lorsqu'il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG.

CCAG 1.1 (g)	<p>L'Autorité Contractante est : <i>Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier</i></p> <p>Maître d'Ouvrage Délégué : Agence de Gestion des Routes (AGEROUÉ) représentée par la Cellule de Coordination du PTUA (CC-PTUA)</p> <p><i>Abidjan Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire</i></p> <p>Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08</p> <p>Tél (225) 27 22 51 01 51 / Cél : 07 07 62 47 90</p>
CCAG 1.1 (l)	<p>Le lieu de destination finale est : Abidjan (<i>dans les locaux de la Cellule de Coordination du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (CC-PTUA)</i>)</p>
CCAG 4.2 (b)	<p>L'édition des Incoterms à laquelle se référer est : <i>DDP/Côte d'Ivoire (Abidjan) / Destinations finales / Incoterms 2020 / ICC</i></p>
CCAG 5.1	<p>La langue sera française</p>
CCAG 6.1	<p>L'appel d'offres n'a pas été précédé d'une pré-qualification.</p> <p>Les groupements sont autorisés. Les membres d'un groupement d'entreprises, d'un consortium ou d'une association (GECA) seront solidairement responsables.</p> <p>Le nombre des membres d'un groupement d'entreprises, d'un consortium ou d'une association (GECA) ne dépassera pas : deux (02)</p> <p>La part minimale d'un membre d'un groupement d'entreprises, d'un consortium ou d'une association (GECA) dans le Marché ne devrait pas être inférieure à 25% pour cent de la valeur du Marché.</p>
CCAG 7.1	<p><i>Les pays éligibles sont les pays membres de la Banque Africaine de Développement (BAD)</i></p>
CCAG 8.1	<p>Aux fins de notification, l'adresse de l'Autorité Contractante sera :</p> <p>À l'attention de : Monsieur DIARRASOUBA Fousseni, Coordonnateur</p>

	<p><i>du Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA)</i></p> <p><i>Abidjan Cocody-Riviera II Eglise Sainte Famille- lot n° 2904- Îlot n° 242 – Côte d'Ivoire</i></p> <p>Code postal : 08 BP 2604 ABIDJAN 08</p> <p>Numéro de téléphone : (225) 27 22 51 01 51/ 07 07 62 47 90 Adresse électronique : ageroute@ageroute.ci et fodiarrassouba@ageroute.ci et copie à ou inyeboua@ageroute.ci</p>
CCAG 9.1	<p>Le droit applicable sera celui de : La République de Côte d'Ivoire, l'Ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019 portant Code des marchés publics, et ses textes d'applications.</p>
CCAG 10.2	<p>Un Comité tripartite de conciliation sera mis en place conformément aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le Comité de conciliation sera mis en place à la date de mise en vigueur du Marché ; ii. Les membres composant le Comité de conciliation sont : <ul style="list-style-type: none"> o Membre n°1 désigné par le Maître d'Ouvrage : Monsieur OLLO Germain, olloanouma@gmail.com, o Membre n°2 désigné par le Titulaire du présent Marché ("le Fournisseur"), o Membre n°3 désigné d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage Délégué et le Fournisseur ; iii. Une fois nommée, ce Comité est censé représenter les intérêts des Parties sans distinction faite sur l'origine de leurs membres ; <p>Les décisions du Comité sont immédiatement exécutoires et feront l'objet d'une réserve sur une période d'un (1) mois par la Partie qui pourrait se prévaloir par la suite des dispositions du règlement final afin de prendre en compte les différends qui découleraient de cette décision.</p> <p><i>Toutes les contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent contrat ne peuvent en aucun cas être portées devant la juridiction compétente avant l'épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 147 du Code des marchés publics.</i></p>
CCAG 12	<p>La livraison des fournitures et la prestation de ces services connexes se feront dans un délai maximal de trente (30) jours.</p>
CCAG 12.1	<p>Détails concernant les documents d'embarquement et autres documents à fournir par le titulaire sont :</p> <p>Dossier complet de test de qualité ;</p> <p><i>Fiche de spécifications techniques du matériel ;</i></p>

	<p><i>Un certificat d'assurance ;</i></p> <p><i>Un certificat de garantie du fabricant ou du titulaire ;</i></p> <p><i>Un certificat d'inspection délivré par une agence d'inspection particulière ;</i></p> <p><i>Des détails relatifs à l'embarquement spécifiés par l'usine du Titulaire.</i></p> <p>Les documents ci-dessus sont à recevoir par l'Autorité Contractante une semaine au moins avant l'arrivée des fournitures au port ou la date de livraison à destination finale.</p>
<p>CCAG 14.1</p>	<p>Le prix des fournitures livrées et services connexes exécutés seront unitaires, fermes et non révisables.</p>
<p>CCAG 15.1</p>	<p>Les paiements au Titulaire seront effectués au compte bancaire suivant :</p> <p>Banque :</p> <p>Compte n° :</p> <p>Clause 15.1 du CCAG : La méthode et les conditions de règlement du Titulaire au titre de ce marché sont :</p> <p>Règlement de fournitures en provenance de l'étranger :</p> <p>Le règlement sera effectué comme suit (sauf dispositions contraire dans le marché):</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Règlement de l'Avance : dix (10) pour cent du prix du marché sera réglé dans les 30 jours suivant la signature du marché, contre une demande de paiement, et une garantie bancaire (i) d'un montant équivalent (ii) valable jusqu'à la livraison des Fournitures et (iii) conforme au format type fournie dans le document d'appel d'offres ou à un autre format acceptable par l'Autorité Contractante. ii) A l'embarquement : quatre-vingt (80) pour cent du prix du marché des fournitures embarquées sera réglé par lettre de crédit confirmée et irrévocable ouverte au crédit du Titulaire dans une banque de son pays, contre la fourniture des documents spécifiés à la clause 12 du CCAG. iii) À la réception : le solde de dix (10) pour cent du prix du marché des fournitures livrées sera réglé dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant leur réception, contre une demande de règlement accompagnée d'un procès-verbal de réception émis

	<p>par l’Autorité Contractante.</p> <p>Règlement des fournitures et services en provenance de Côte d’Ivoire :</p> <p>Le règlement sera effectué comme suit (sauf dispositions contraires dans le marché) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Règlement de l’Avance : un maximum de trente (30) pour cent du prix du marché sera réglé dans les 45 jours suivant la signature du marché, contre une demande de paiement et une garantie bancaire pour un montant équivalent, et soumise conformément au modèle fourni dans le document d’appel d’offres ou sous une autre forme acceptable par l’Autorité Contractante. ii) A la livraison : soixante (60) pour cent du montant du marché (le cas échéant) sera réglé à la réception des fournitures contre remise des documents précisés à la clause 12 du CCAG. iii) À la réception : le solde de dix (10) pourcent du montant du marché sera réglé au Titulaire dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant leur réception, contre une demande de règlement accompagnée d’un procès-verbal de réception émis par l’Autorité Contractante. <p>OU</p> <p>Le règlement sera effectué comme suit (sauf dispositions contraires dans le marché) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) A la livraison et à la réception : cent (100%) pour cent du montant du marché sera réglé au Titulaire à la livraison et à la réception des fournitures contre remise des documents précisés à la clause 12 du CCAG et une demande de règlement accompagnée d’un procès-verbal de réception émis par l’Autorité Contractante.
CCAG 15.4	Les intérêts moratoires sont calculés sur la base du taux d’intérêt légal en vigueur, majoré d’un point.
CCAG 16.1	Le marché est soumis aux formalités de timbres, d’enregistrement et de redevance de régulation (0,5% du montant HT du marché) et autres droits et taxes aux frais du titulaire.
CCAG 17.1	Le montant de la garantie de bonne exécution sera de cinq (5) pour cent du montant du marché.
CCAG 17.3	Le cautionnement définitif sera : <i>une garantie bancaire.</i> Seules des garanties émises par une banque ou un établissement financier

	ou un tiers agréé par le Ministère en charge de l'économie et des financiers de la Côte d'Ivoire ou d'un pays membre de la zone UEMOA seront recevables.
CCAG 22.2	L'emballage, le marquage et les documents placés à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront : <i>strictement conformes aux dispositions précisées dans le marché.</i>
CCAG 23.1	La valeur assurée devra être de cent dix (110) pour cent de la valeur DDP rendue à destination des fournitures.
CCAG 25.1	Les inspections et essais sont : <i>Contrôle visuel ;</i> <i>Contrôle quantitatif ;</i> <i>Essai pratique du matériel durant la durée de la période de garantie ;</i> <i>Garanties complètes du matériel.</i>
CCAG 25.2	Les inspections et les essais seront réalisés à : <i>dans les locaux du Fournisseur.</i>
CCAG 26.1	La pénalité de retard s'élèvera à : un millième (1/1000) du montant non révisé du marché et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard
CCAG 26.1	Le montant maximum des pénalités de retard sera de <i>dix (10) pour cent du montant du marché et de ses avenants éventuels.</i>
CCAG 27.3	La période de garantie sera : de douze (12) mois pour chacun des lots
CCAG 27.5 et 27.6	Le délai de réparation ou de remplacement sera de : quinze (15) jours.

Section VIII. Formulaires du marché

Liste des formulaires

1. Acte d'engagement	107
2. Modèle de cautionnement définitif (garantie bancaire)	109
3. Modèle de garantie de remboursement d'avance (garantie bancaire)	111

1. Acte d'engagement

[L'Attributaire remplit cet Acte d'Engagement conformément aux indications en italiques]

AUX TERMES DU PRÉSENT MARCHÉ, conclu le [date]_____ jour de [mois] _____ de__ [année] _____

ENTRE

(1) *[insérer le nom légal complet de l'Autorité Contractante]* _____ de *[insérer l'adresse complète de l'Autorité Contractante]* _____ (ci-après dénommé l'« Autorité Contractante ») d'une part, et

(2) *[insérer le nom légal complet du Titulaire]* _____ de *[insérer l'adresse complète du Titulaire]* _____ (ci-après dénommé le « Titulaire »), d'autre part :

ATTENDU QUE l'Autorité Contractante a lancé un appel d'offres pour certaines fournitures et certains services connexes, à savoir *[insérer une brève description des fournitures et des services connexes]* _____ et a accepté l'offre du Titulaire pour la livraison de ces fournitures et la prestation de ces services connexes, pour un montant de *[insérer le montant du marché]* _____ (ci-après dénommé le « montant du marché») et dans le délai maximal de *[insérer le délai maximal de réalisation des fournitures et services connexes]*.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Dans ce marché, les mots et expressions auront le même sens que celui qui leur est respectivement donné dans les clauses du marché auxquelles il est fait référence.

2. Les documents ci-après sont réputés faire partie intégrante du marché et être lus et interprétés à ce titre :

- a) Le présent Acte d'Engagement
- b) la Notification d'attribution du marché adressée au Titulaire par l'Autorité Contractante ;
- c) L 'offre et les Bordereaux des prix présentés par le Titulaire;
- d) le Cahier des Clauses Administratives Particulières. ;
- e) le Cahier des Clauses Administratives Générales ;
- f) le bordereau des quantités, calendrier de livraison, et Cahier des Clauses Techniques ; et
- f) [Ajouter ici tout(s) document(s) supplémentaire (s) éventuels]

3. Le présent Acte d'Engagement prévaudra sur toute autre pièce constitutive du marché. En cas de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévaudront dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

4. En contrepartie des paiements que l'Autorité Contractante doit effectuer au bénéfice du Titulaire, comme cela est indiqué ci-après, le Titulaire convient avec l'Autorité Contractante par les présentes de livrer les fournitures, de réaliser les services connexes, et de remédier aux défauts de ces fournitures et services connexes conformément à tous égards aux dispositions du marché.

5. L'Autorité Contractante convient par la présente de payer au Titulaire, en contrepartie des fournitures et services connexes, le montant du marché, ou tout autre montant dû au titre du marché, et ce, aux échéances et de la façon prescrite par le marché sur le compte bancaire n° :

 Ouvert dans les livres *[indiquer la banque]*

EN FOI DE QUOI les parties au présent marché ont fait signer le présent document conformément aux lois en vigueur en Côte d'Ivoire, les jour et année mentionnés ci-dessous.

Signé par *[insérer le nom et le titre de la personne habilitée à signer]* _____ (pour l'Autorité Contractante)

Signé par *[insérer le nom et le titre de la personne habilitée à signer]* _____ (pour le titulaire)

2. Modèle de cautionnement définitif (garantie bancaire)

DATE: [insérer la date]

IDENTIFICATION DE L'APPEL D'OFFRE :

CAUTIONNEMENT N°

Entre

[Nom de la banque], de [nom du pays] au capital de, ayant son siège social à [adresse du siège], inscrite au registre du commerce sous le numéro, représentée par :..... (ci-après désignée la Caution ou la Banque),

Et

L'ETAT DE COTE D'IVOIRE dûment représenté par l'AGENCE DE GESTION DES ROUTES « AGEROUTE », Société d'Etat au capital social de 300.000.000 FCFA, régie par la loi n° 2020-626 du 14 août 2020 et créée par Décret N° 2001-592 du 19 septembre 2001, immatriculée au Registre de Commerce et de Crédit Mobilier d'Abidjan sous le n° CI-ABJ-2001-B-272 682, ayant son siège social à Abidjan, Avenue Terrassons de Fougères, 08 BP 2604 Abidjan 08, inscrite au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier d'Abidjan-Plateau sous le numéro CI-ABJ-2001-B-272682, et représentée par son Directeur Général, **Monsieur Fabrice COULIBALY** (ci-après désignée le Bénéficiaire)

Préalablement à l'acte de cautionnement qui va suivre, rappelons que l'entreprise, ci-après dénommé « l'Entrepreneur », est attributaire du marché n° approuvé le, relatif au, ci-après dénommé « le marché ».

Il est également rappelé, au titre des conditions du marché que l'entreprise, (adresse) –BP Abidjan, doit déposer auprès de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), un cautionnement définitif, personnel et solidaire d'un montant égal à % du Montant TTC du Marché :

En chiffres : **FCFA**

En lettres : **FRANCS CFA.**

En conséquence, nous [banque], affirmons que nous nous portons par le présent acte de cautionnement, et en renonçant aux bénéfices de discussion et de division, caution personnelle et solidaire au profit de l'Etat, en garantie de la bonne exécution de ses obligations contractuelles au titre du marché et du recouvrement des sommes dont ce dernier serait reconnu débiteur envers l'Etat jusqu'à concurrence du montant maximal de En chiffres : **FCFA** et En lettres : **FRANCS CFA.**

Tout versement au titre du présent acte de cautionnement est effectué à la première demande du Bénéficiaire, dès réception de sa demande de paiement, sans que la caution puisse différer le paiement ou soulever de contestations pour quelque motif que ce soit.

Nous convenons également qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification du Marché ou Prestations devant être effectués au titre de l'un des documents du Marché qui a été établi entre le Bénéficiaire et l'Entrepreneur ne nous libérera d'une obligation nous incombant au titre du présent cautionnement.

Le présent cautionnement expire à la date d'établissement du procès-verbal de réception provisoire des travaux ou la mainlevée donnée par le **BENEFICIAIRE**.

Le présent cautionnement est établi, **en un seul (01) exemplaire original**, en conformité avec l'Acte Uniforme OHADA portant organisation des sûretés du 15 Décembre 2010. Il est expressément entendu que tout litige relatif à son interprétation et/ou son exécution sera de la compétence des tribunaux ivoiriens.

Pour l'exécution du présent cautionnement, les parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs.

POUR LA BANQUE (*) POUR LE BENEFICIAIRE

AGEROUTE

**Mention manuscrite de la Caution : " Bon pour cautionnement personnel et solidaire à concurrence de la somme maximale de (en chiffres et en lettres) Francs CFA »*

3. Modèle de garantie de remboursement d'avance (garantie bancaire)

DATE: [insérer la date]

IDENTIFICATION DE L'APPEL D'OFFRE :

CAUTIONNEMENT N°

Entre

[Nom de la banque], de [nom du pays] au capital de, ayant son siège social à [adresse du siège], inscrite au registre du commerce sous le numéro, représentée par :.... (ci-après désignée la Caution ou la Banque),

Et

L'ETAT DE COTE D'IVOIRE dûment représenté par l'AGENCE DE GESTION DES ROUTES « AGEROUTE », Société d'Etat au capital social de 300.000.000 FCFA, régie par la loi n° 2020-626 du 14 août 2020 et créée par décret N° 2001-592 du 19 septembre 2001, ayant son siège social à Abidjan, Avenue Terrassons de Fougères, 08 BP 2604 Abidjan 08, inscrite au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier d'Abidjan-Plateau sous le numéro CI-ABJ-2001-B-272682, et représentée par son Directeur Général, **Monsieur Fabrice COULIBALY** (ci-après désignée le Bénéficiaire)

Préalablement à l'acte de cautionnement qui va suivre, rappelons que l'entreprise, ci-après dénommé « l'Entrepreneur », est attributaire du marché n°, approuvé le, relatif au, ci-après dénommé « le marché ».

Il est également rappelé, au titre des conditions du marché que l'entreprise, - **BP Abidjan**, doit déposer auprès de l'AGENCE DE GESTION DES ROUTES (AGEROUTE), un cautionnement d'un montant égal à celui de l'avance forfaitaire de démarrage qui peut lui être versée, représentant% du Montant TTC du Marché, soit :

En chiffres : **FCFA**

En lettres : **FRANCS CFA.**

En conséquence, nous [banque], affirmons que nous nous portons par le présent acte de cautionnement, et en renonçant aux bénéfices de discussion et de division, caution personnelle et solidaire au profit de l'Etat, en garantie du remboursement par l'Entrepreneur de l'avance forfaitaire de démarrage jusqu'à concurrence du montant maximal de En chiffres : **FCFA** et En lettres : **FRANCS CFA.**

Le montant de cette garantie se réduira automatiquement et à due concurrence au fur et à mesure de l'imputation de l'avance sur les acomptes et deviendra caduque de plein droit le jour de l'imputation de la dernière partie de l'avance sur un acompte contractuel.

Tout versement au titre du présent acte de cautionnement est effectué à la première demande du Bénéficiaire, dès réception de sa demande de paiement, sans que la caution puisse différer le paiement ou soulever de contestations pour quelque motif que ce soit.

Nous convenons également qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification du Marché ou Prestations devant être effectués au titre de l'un des documents du Marché qui a été établi entre le Bénéficiaire et l'Entrepreneur ne nous libérera d'une obligation nous incombant au titre du présent cautionnement.

Le présent cautionnement expire à l'issue du remboursement intégral de l'avance de démarrage consentie à l'Entrepreneur ou la mainlevée donnée par le **BENEFICIAIRE**.

Le présent cautionnement est établi, **en un seul (01) exemplaire original**, en conformité avec l'Acte Uniforme OHADA portant organisation des sûretés du 15 décembre 2010. Il est expressément entendu que tout litige relatif à son interprétation et/ou son exécution sera de la compétence des tribunaux ivoiriens.

Pour l'exécution du présent cautionnement, les parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs.

POUR LA BANQUE (*) POUR LE BENEFICIAIRE

AGEROUTE

**Mention manuscrite de la Caution : " Bon pour cautionnement personnel et solidaire à concurrence de la somme maximale de (en chiffres et en lettres) Francs CFA »*